



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE

# Document budgétaire genre



Annexe au projet de  
loi de finances 2019

## Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
INTRODUCTION .....	4
<b>I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE.....</b>	<b>8</b>
<b>I.1. ENJEUX ET DEFIS.....</b>	<b>8</b>
<b>I.2. REALISATIONS.....</b>	<b>10</b>
<b>I.3. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES.....</b>	<b>18</b>
<b>II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS.....</b>	<b>21</b>
<b>1. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS) .....</b>	<b>21</b>
<b>2. Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) .....</b>	<b>25</b>
<b>3. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) .....</b>	<b>28</b>
<b>4. Le Ministère de l'Education nationale (MEN).....</b>	<b>31</b>
<b>5. Ministère de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et de l'Apprentissage (MFPAA) .....</b>	<b>34</b>
<b>6. Ministère de l'Agriculture et de l'Equipe rural (MAER).....</b>	<b>39</b>
<b>7. Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie numérique (MCTPEN).....</b>	<b>43</b>
<b>8. Ministère de l'Elevage et des Productions animales (MEPA) .....</b>	<b>45</b>
<b>9. Ministère de la Justice (MJ).....</b>	<b>47</b>
<b>10. Ministère de la Gouvernance territoriale du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGTDAT) .....</b>	<b>48</b>
<b>11. Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre (MFFG) .....</b>	<b>51</b>
<b>12. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD).....</b>	<b>53</b>
<b>13. Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA).....</b>	<b>55</b>
<b>14. Ministère des Forces armées (MFA) .....</b>	<b>58</b>
<b>15. Ministère de la Jeunesse, de la Construction citoyenne et de la Promotion du Volontariat (MJCCPV).....</b>	<b>60</b>
<b>16. Ministère de l'Emploi, de l'Insertion professionnelle et de l'Intensification de la Main d'Œuvre (MEIIMO) .....</b>	<b>62</b>
<b>17. Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Secteur public (MFPRERSP) .....</b>	<b>63</b>
<b>18. Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions (MTDSOPRI).....</b>	<b>65</b>
CONCLUSION .....	67

## AVANT-PROPOS

Depuis plusieurs décennies, la promotion de l'équité et de l'égalité de genre est une préoccupation constante des autorités. C'est dans ce cadre que la décision d'intégrer la problématique de la dimension genre dans toutes les politiques publiques a été prise.

Pour corriger les inégalités qui sont un fort déterminant dans la réduction de la pauvreté, l'approche budgétaire a été adoptée par le Gouvernement en raison de son impact stratégique du point de vue de l'intégration du genre. L'objectif visé à travers cette démarche est de rendre le budget plus réactif aux besoins de tous et de toutes.

A cet effet, depuis 2016, un **Document Budgétaire Genre** est régulièrement élaboré et accompagne le projet de loi de finances initiale. Cette initiative constitue un pas de plus vers la concrétisation de la volonté politique affirmée, de prendre en compte la dimension genre dans le budget de l'Etat : **Budgétisation sensible au Genre** (BSG).

Les outils qui concrétisent cette approche sont les nouveaux documents budgétaires notamment les Documents de Programmation pluriannuelle des Dépenses (DPPD) induits par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA.

Etant donné que les programmes budgétaires déclinés dans les DPPD représentent un pan de la politique publique, ils deviennent désormais, les meilleures cibles pour la promotion de changements opportuns dans la définition des priorités nationales et la programmation budgétaire des dépenses publiques en vue de corriger les différences, voire les inégalités.

L'exercice de la BSG, qualifiée de « **budgétisation intelligente** » en est à sa troisième année d'expérimentation avec une mise à l'échelle de quatre (04) ministères en 2017, onze (11) en 2018 et dix-huit (18) en 2019, dans une perspective de généralisation à tous les départements.

Cette prise en compte du genre en amont de la budgétisation concourt à une systématisation de l'approche lors de la programmation budgétaire avec comme objectif de la pérenniser.

En outre, l'opportunité de la préparation des projets/programmes, des négociations de leurs conventions et accords de financement sera saisie pour que la prise en compte du genre et la correction des disparités de manière générale soient une des conditions préalables à leur signature, à l'image de la prise en compte des aspects environnementaux dans les projets/programmes de développement.

## INTRODUCTION

La prise en compte des inégalités pour un *mieux-être social* est au cœur de la stratégie gouvernementale déclinée à travers le Plan Sénégal émergent (PSE). Ainsi, d'importants efforts ont été notés avec la mise en œuvre de projets/programmes ayant un impact positif dans la gestion des inégalités, à l'exemple de ceux cités ci-dessous :

- ⇒ le Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC) qui a su créer les conditions d'une nouvelle économie locale grâce à un investissement massif au profit des populations rurales, longtemps confinées à la périphérie des politiques publiques;
- ⇒ le Programme nationale de Bourses de Sécurité familiale (PNBSF) qui a permis de dérouler un filet de protection sociale au profit de 300 000 ménages vulnérables ;
- ⇒ la Couverture Maladie universelle (CMU) qui vise à asseoir un système de protection sociale universelle à la fois performant et pérenne par une prise en charge médicale efficace des populations.

Conformément au second Plan d'Actions prioritaires (PAP/PSE), l'engagement de l'Etat s'est matérialisé, entre autres, par la révision de la Stratégie nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (SNEEG 2016-2026), articulée au PSE et qui s'adosse à la stratégie genre de l'UEMOA : **« contribuer à la promotion d'un environnement institutionnel communautaire favorable à l'égalité et à l'équité entre les femmes et les hommes dans les domaines économique, politique, social et culture »**.

Dans la même dynamique, l'introduction dans le processus budgétaire d'un *Document budgétaire genre* accompagnant le projet de loi de finances, constitue un pas de plus vers la concrétisation de la volonté politique affirmée de son Excellence, le Président de la République. Sa finalité est de promouvoir les changements opportuns dans la définition des priorités nationales et dans la programmation budgétaire des dépenses publiques pour une gestion efficace des disparités.

Depuis 2016, un exercice pilote de budgétisation sensible au genre est entamé avec le soutien du Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre, à travers la **Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre** (DEEG) et le **Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (PASNEEG/Coopération italienne)**. Ces travaux, conduits dans quatre (4) ministères pour le budget de 2017, sont aujourd'hui menés dans dix-huit (18) départements, ce qui constitue déjà, pour les honorables députés, un outil d'appréciation des enjeux budgétaires liés au genre.

Par ailleurs, la mise en œuvre du budget-programme qui se traduit par le passage d'une logique de moyens à une logique de résultats, est mise à profit pour servir de porte d'entrée à l'intégration du genre dans le budget.

La démarche méthodologique suivie s'articule autour de la réforme budgétaire qui, par-delà les aspects techniques, constitue un nouveau mode de gestion des finances publiques basé sur la recherche de la transparence budgétaire et l'efficacité de la dépense publique.

Dans la même logique, le Document de Programmation pluriannuelle des Dépenses (DPPD) qui est une des innovations induites par le cadre harmonisé des finances publiques est choisi comme base de travail pour mieux matérialiser la prise en compte du genre dans le budget.

Sous l'angle de l'approche programme, la prise en compte du genre se fait à travers l'examen minutieux avec des **lunettes genre**, des actions des programmes déclinés dans les DPPD, ce qui permet d'améliorer l'efficacité et l'homogénéité des politiques publiques dans un souci d'équité et de justice sociale.

Pour ce faire, il s'agit de :

- relever les disparités de genre dans toutes les actions qui composent le programme budgétaire (DPPD du ministère) ;
- proposer et budgétiser des activités en vue de corriger les disparités de genre ;
- élaborer le cadre de performance.

Pour le projet de budget de 2019, les dix-huit (18) départements ministériels listés ci-après ont concouru à l'élaboration du troisième Document budgétaire genre :

- le Ministère de la Santé et de l'Action sociale ;
- le Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat ;
- le Ministère de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du territoire ;
- le Ministère de l'Environnement et du Développement durable.
- le Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre ;
- le Ministère de l'Éducation nationale ;
- le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;
- le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural ;
- le Ministère de l'Élevage et des Productions animales ;
- le Ministère de la Justice ;
- le Ministère de la Communication, des Télécommunications des Postes et de l'Économie numérique ;
- le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement ;
- le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- le Ministère des Forces armées ;
- le Ministère de la Jeunesse, de la Construction citoyenne et de la Promotion du Volontariat;
- le Ministère de l'Emploi, de l'Insertion professionnelle et de l'Intensification de la Main d'Œuvre ;
- le Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Secteur public ;
- le Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions.

Un tel choix est guidé par l'apport de ces départements dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques, faisant ainsi, de la **gestion des différences, une réalité par une allocation équitable des ressources**. Pour sa part, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan a créé des chapitres « **cellules genre** » à l'attention des dix-huit (18) ministères ciblés, dotés à hauteur de dix millions (10 000 000) FCFA chacune, en guise d'appui.

Le présent **Document budgétaire Genre 2019** est structuré autour de deux (02) grandes parties : la première consacrée à l'opérationnalisation de la dimension genre et la deuxième qui décrit les résultats de la budgétisation sensible au genre par l'intégration de la dimension genre dans la planification opérationnelle des ministères retenus.



# OPERATIONALISATION DU GENRE

## I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

La problématique de la gestion des inégalités demeure la dimension fondamentale de toute politique de justice sociale, d'égalité et de promotion d'un développement humain durable et inclusif. **L'Indice de l'Inégalité de Genre (IIG)**, qui sert à mesurer l'égalité de genre à travers des indicateurs liés aux droits de la personne, à la santé, à l'éducation et à l'autonomisation, sert de référence en la matière.

Comparé aux pays de l'UEMOA, le Sénégal arrive en tête avec l'IIG le plus bas (0.515) selon le Rapport national sur le Développement humain (RNDH) de 2017 (au plan mondial, le Sénégal occupe la 120<sup>ème</sup> position/189 pays). Ces résultats dénotent les efforts importants consentis en faveur de la gestion des inégalités à travers la mise œuvre de politiques ciblées.

Au regard des enjeux et défis liés à la prise en compte de la dimension genre dans les stratégies de développement, il est important de faire une analyse rétrospective des principales réalisations qui ont eu un impact significatif sur la résorption des inégalités de genre.

### I.1. ENJEUX ET DEFIS

Les résultats de la mise en œuvre du **PAP-I** confirment la pertinence de la vision déclinée dans le PSE à l'endroit de toutes les couches de la population. Toutefois, l'analyse de la situation réalisée dans le cadre de la SNEEG révisée, fait ressortir une faible contribution des femmes à l'économie nationale. Au regard des options retenues dans la mise en œuvre des politiques en vue de **la transformation structurelle de l'économie pour une croissance forte et inclusive**, les principaux enjeux liés au genre concernent :

- l'accès, le contrôle et la sécurisation par les femmes des facteurs et ressources productifs ;
- l'accroissement de l'accès des femmes aux techniques et technologies, à l'information, aux opportunités de production et d'emplois, etc. ;
- le développement des capacités techniques des couches vulnérables dans les secteurs de l'artisanat, l'industrie, le commerce, etc. ;
- la promotion de l'utilisation par les ménages ruraux de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire, des foyers améliorés et l'augmentation de la connexion des zones rurales et péri-urbaines au réseau d'électricité ;
- la promotion de la participation des groupes vulnérables au tourisme formel ;
- la promotion de l'égalité des chances et des traitements en matière d'emploi et d'accès aux opportunités ainsi que l'inclusion économique des femmes par des initiatives de lutte contre la division sexuelle du travail ;
- la réalisation d'infrastructures et d'équipements socioéconomiques de base pour promouvoir les capacités productives des femmes et leur permettre de disposer de plus de temps pour leurs activités économiques.



Par ailleurs, les défis pour le développement du **capital humain en vue de soutenir la forte croissance économique** portent, entre autres sur :

- la mise en œuvre de programmes visant à lever les contraintes tant du côté de la demande que de l'offre d'éducation pour les garçons et des filles ;
- le développement d'une communication sociale en direction de toutes les composantes des communautés pour les changements des perceptions, croyances, attitudes, comportements et les pratiques culturelles néfastes qui favorisent les inégalités de genre et les VBG ;
- l'amélioration du maillage national en infrastructures de santé dotées d'un plateau technique élevé et d'un personnel adéquat ;
- la mise en place de programmes spécifiques pour promouvoir l'accès et le maintien des filles à l'enseignement supérieur et à la recherche, à la formation professionnelle et technique, aux technologies de l'information et de la communication etc. ;
- la mise à disposition d'un personnel qualifié et prioritairement des sages-femmes pour la prise en charge des facteurs socio-culturels qui entravent la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile ;
- l'implication des hommes dans les programmes de santé sexuelle et reproductive (planification familiale et consultations pré et post natales) ;
- la promotion d'initiatives pour l'autonomie économique et le renforcement des capacités entrepreneuriales des groupes vulnérables.

La **bonne gouvernance** est une fonction essentielle de régulation économique, sociale et politique et constitue, sous ce rapport, un vecteur d'équité, de cohésion sociale, de sécurité et par conséquent de développement inclusif.

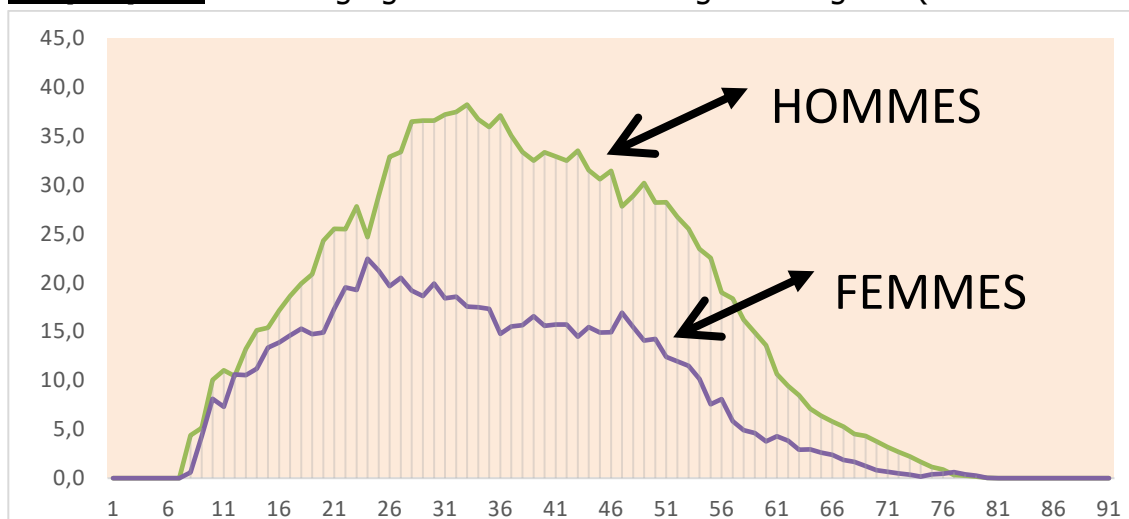
Dans la perspective de l'atteinte des ODD, particulièrement l'ODD 5 qui vise l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, il est important que des actions soutenues soient entreprises à tous les niveaux pour l'instauration d'un environnement juridique et institutionnel favorable. A cet égard, les défis de la prise en compte du genre dans l'axe 3 se déclinent comme suit :

- la réalisation de réformes juridiques améliorant l'accès sécurisé et équitable à la justice et levant les discriminations envers les femmes et les filles contenues dans le corpus législatif, particulièrement dans les domaines de la famille, de l'emploi, de la sécurité sociale et de la retraite ;
- la mise en place d'un environnement institutionnel, infrastructurel, logistique et opérationnel apte à renforcer l'intégration et la participation efficace des femmes et des hommes dans les secteurs de la défense et de la sécurité y compris dans les missions de consolidation de la paix ;
- le renforcement de l'implication des femmes dans les processus décisionnels ;
- la promotion d'initiatives novatrices d'allocation des ressources publiques soucieuses de la prise en compte des besoins spécifiques de toutes les catégories de la population.

A titre illustratif, l'étude menée par le Centre de Recherche en Economie et Finance appliquées de Thiès (CREFAT) sur « **genre et dividende démographique au Sénégal** », montre à

travers le graphique ci-après, l'écart significatif qui existe entre les revenus des hommes et ceux des femmes sur tout le cycle de vie (en milliards de FCFA).

**Graphique 1** : Profil agrégé de revenu selon le genre-inégalité (en milliards de FCFA)



## I.2. REALISATIONS

Plusieurs initiatives ont été prises par l'Etat dans une perspective d'institutionnaliser le genre dans les politiques de développement. Des acquis sont notés, ce qui exhorte à maintenir le cap et garder l'espoir d'un lendemain meilleur pour tous.

Dans cette optique, le Sénégal a, par la loi n° **2013-05 du 08 juillet 2013** modifiant la loi n°**61-10 du 07 mars 1961**, accéléré la révision du Code de la nationalité afin de permettre à la femme sénégalaise mariée à un étranger, de faire bénéficier de sa nationalité son époux et ses enfants.

Après l'adoption de la loi votée pour corriger cette discrimination, les statistiques enregistrées, de part et d'autre, ont évolué positivement. Ainsi, l'effet de la loi a permis, dès 2013, d'améliorer le nombre de bénéficiaires qui est passé de 20 à 108, puis à 111 hommes en 2015 selon les données de la SNEEG 2016-2026.

Par ailleurs, en 2006, la loi n° 2006-1310 du 23 novembre 2006 instituant la prise en charge médicale par la femme salariée de son époux et de ses enfants a été adoptée.

Egalement, grâce à l'application de la loi sur la parité homme-femme, le Sénégal se hisse au **7<sup>ème</sup> rang du classement mondial** avec un taux de représentation qui est passé de **22,7% en 2011 à 42% en 2017**. Il se classe ainsi, tout juste après la Suède et avant l'Afrique du Sud, ce qui démontre l'impact significatif de mesures prises pour **corriger les écarts** (cf. tableau ci-dessus basé sur le nombre de sièges au parlement occupé par les femmes).

**Tableau 1** : proportion de femmes parlementaire aux niveaux de l'UEMOA et de la CEDEAO

Pays	2017 (1er/07/2017)	Rang				
		Nb de sièges	F	%	UEMOA	CEDEAO
<b>États membres de l'UEMOA</b>						
Bénin	83	6	7,2	8 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>	173 <sup>e</sup>
Burkina Faso	127	14	11	6 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	152 <sup>e</sup>
Côte d'Ivoire	255	27	10,6	5 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	155 <sup>e</sup>
Guinée-Bissau	102	14	13,7	4 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	135 <sup>e</sup>
Mali	147	13	8,8	7 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>	168 <sup>e</sup>
Niger	171	29	17,0	3 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	117 <sup>e</sup>
Sénégal	150	64	42,7	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>	7 <sup>e</sup>
Togo	91	16	17,6	2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	113 <sup>e</sup>
<b>TOTAL UEMOA</b>	<b>1126</b>	<b>183</b>	<b>16,07</b>			

**Source** : stratégie genre UEMOA 2018-2027

Du côté de la diplomatie, les avancées se font progressivement, la proportion de femmes ambassadeurs a évolué passant ainsi de 16% à 20% entre 2012 et 2018.

En matière de scolarisation, avec la poursuite de l'objectif de scolarisation au primaire, le Sénégal a atteint le niveau le plus élevé de l'espace monétaire avec un taux de plus de 80% d'atteinte de l'OMD « assurer l'éducation primaire pour tous ».

Dans le domaine de l'agriculture, des mesures incitatives ont été prises à travers la circulaire n°0989 du 05 juin 2018 du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural: affectant aux femmes un quota d'au moins 15% des aménagements à réaliser à partir des eaux de surface, 20% des aménagements à réaliser à partir des eaux souterraines, au moins 20% des engrais subventionnés et au minimum 40% du financement. Il s'y ajoute l'augmentation du taux de représentation des femmes aux instances de décisions du secteur portée à au moins 20%.

S'agissant de la lutte contre les violences basées sur le genre, une masse critique d'acteurs issus de l'administration et de la société civile est enrôlée dans les actions de plaidoyer et de sensibilisation des victimes prises en charge et accompagnées dans les structures mises en place à cet effet.

Par ailleurs, des services juridiques gratuits ont été offerts à 2157 personnes, dans les boutiques de Droit de Pikine, Thiès, Kaolack et Kolda dont 85% de femmes. Egalement, quarante (40) para-juristes et cent cinquante (150) relais (Bajenu Gox, personnel maison de justice, femmes de groupements, etc.) ont été initiés aux Droits humains.

Pour lever les contraintes juridiques qui plombent le potentiel des femmes et fragilisent leur pouvoir de décision, un comité technique de révision des normes discriminatoires contre les femmes et les filles a été mis en place par arrêté du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

De façon générale, l'institutionnalisation des cellules genre au sein des secrétariats généraux de tous les ministères est rendue effective par le décret N° 2017-313 du 15 février 2017. Ces structures servent de relais pour impulser l'intégration effective du genre dans les interventions sectorielles.

Pour mettre fin aux injustices sociales, l'Etat a engagé une politique de protection sociale universelle intense dont les principales mesures, sont notamment, le **Programme national de Bourses de Sécurité familiale** (PNBSF), la **Couverture Maladie universelle** (CMU) et la mise en place d'un **Fonds d'Entreprenariat rapide** (DER).

La démarche du PNBSF est fortement fondée sur la reconstruction des solidarités et une redistribution des ressources basée sur l'équité, la justice sociale correspondant à des formes d'aides sociales utiles et pouvant atténuer les risques et chocs de la pauvreté sur les couches sociales les plus vulnérables.

L'objectif visé est de contribuer à la lutte contre la vulnérabilité et l'exclusion sociale des familles à travers une protection sociale intégrée en vue de favoriser leur accès aux transferts sociaux et de renforcer, entre autres, leurs capacités éducatives, productives et techniques.

Ainsi, l'éligibilité des ménages vivant dans une extrême pauvreté à ce programme est conditionnée par :

- l'inscription et le maintien des enfants à l'école ;
- la tenue à jour des carnets de vaccination des enfants de 0-5 ans ;
- l'enregistrement à l'état civil.

Après trois années de mise en œuvre, les résultats de l'évaluation de 2018 montrent une **« nette amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires »**, renforçant ainsi la résilience des ménages vulnérables comme le montrent les témoignages suivants.

#### **Nette amélioration de la consommation alimentaire**

*« Je suis veuve et avant la bourse, c'était très difficile d'assurer les repas pour les enfants. Mais maintenant, nous pouvons assurer un mois de vivre. On se débrouille pour survivre les deux mois qui suivent ».* FG Femme bénéficiaire, 35 ans, 9 enfants, Loumbell Kelly

#### **Faible impact en termes d'investissement et d'épargne**

*« On ne peut pas acheter des petits ruminants avec la bourse alors qu'on a plus de 10 bouches à nourrir ».* FG femmes bénéficiaire, Dialacoto

*« Avant la bourse, je ne pouvais pas cultiver l'arachide. Je ne cultivais que le mil. Avec la bourse, j'ai acheté cette année 9 000 F CFA d'arachides en coques que j'ai décortiquées pour en faire des semences ».* Mbakhane, 54 ans, veuf, 7 enfants, Somb

#### **Amélioration de la résilience des ménages**

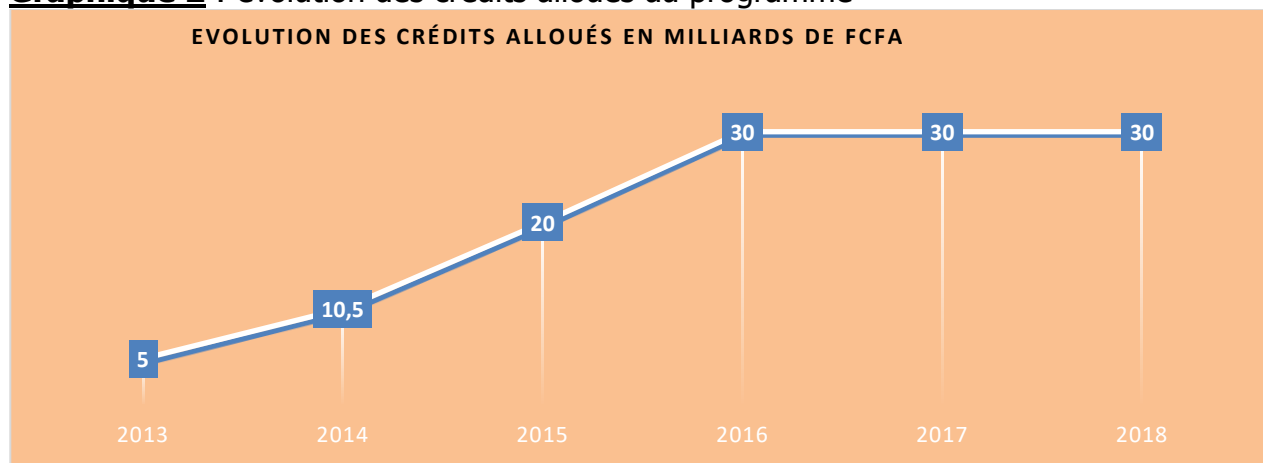
*« Je n'ai pas développé de nouvelles activités depuis que je suis bénéficiaire. Mais grâce à la bourse, j'ai pu garder ma chèvre que j'épargnais pour la revendre en période de soudure. Et aujourd'hui, j'ai une deuxième chèvre qui va bientôt mettre bas ».* Abdoulaye, 42 ans, Loumbel Kelly

En termes d'effectifs enrôlés, l'objectif de 450 000 ménages vulnérables a été atteint par le registre national unique à partir duquel 300 000 ont été sélectionnés pour bénéficier du programme national de bourses de sécurité familiale.

Quant aux ressources allouées, le montant est passé de cinq milliards (5 000 000 000) FCFA en 2013 à trente milliards (30 000 000 000) FCFA en 2018, année déclarée sociale, soit une

hausse significative de 25 milliards FCFA en valeur absolue, représentant 500% en valeur relative.

**Graphique 2** : évolution des crédits alloués au programme



A la suite de l'étude, les recommandations allant dans le sens de surmonter les obstacles qui limitent l'optimisation des impacts dudit programme, ont été formulées. Il s'agit essentiellement de renforcer : (i) les synergies entre le soutien aux moyens d'existence et le PNBSF par des initiatives visant à soutenir la résilience et les activités productives ; (ii) les capacités locales de mise en œuvre pour combler les lacunes dans les programmes de soutien aux ménages ruraux vulnérables.



S'agissant de la mise en œuvre de la politique de **Couverture Maladie universelle** (CMU), d'importantes réalisations sont notées dont la mise en place de :

- 14 services régionaux de l'Agence de la CMU chargés de piloter la stratégie au niveau opérationnel ;
- 14 unions régionales et 45 Unions départementales des mutuelles de santé. Les unions départementales sont dotées chacune d'une unité technique de gestion pour apporter un appui technique au fonctionnement des mutuelles de santé dans le cadre de leur professionnalisation ;
- 675 Mutuelles de santé communautaires avec au moins une mutuelle dans chaque commune ;

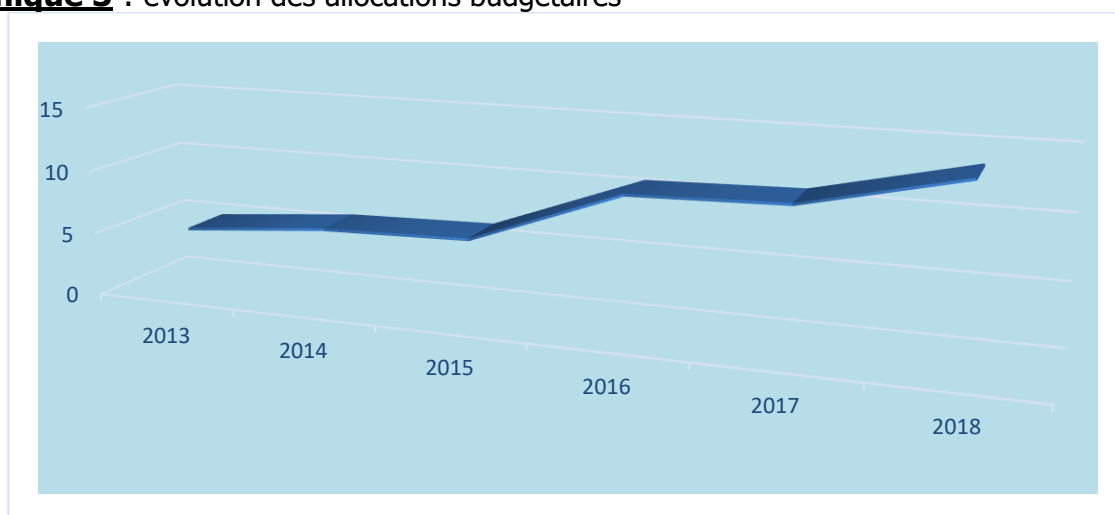
- la CMU-Elève en partenariat avec le Ministère de l'Education dans le cadre du PAQUET.

Ce dispositif organisationnel a permis d'enrôler 2 469 804 personnes dans les mutuelles de santé, incluant les bénéficiaires du PNBSF constitués en majorité de femmes et les détenteurs de la carte d'égalité des chances. Ainsi, le taux de couverture du risque maladie de la population estimé à 20% en 2012 est actuellement de 47%, tous régimes confondus. Le processus d'enrôlement des populations dans les mutuelles de santé se poursuit en vue d'atteindre les cibles fixées.

Entre 2016 et 2017, les indicateurs de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant ont connu une évolution positive. En effet, le taux d'achèvement en consultation prénatale est passé de 49,40% en 2016 à 58,6% en 2017. Le nombre de femmes ayant bénéficié de la gratuité de la césarienne dans le cadre de la CMU a connu une progression de 21,34% passant de 16 324 femmes en 2016 à 19 809 en 2017.

L'allocation des crédits alloués à la CMU depuis 2013 est passée de 5 milliards à 13.66 milliards FCFA soit une hausse de 173% en valeur relative et 8.66 milliards FCFA en valeur absolue.

**Graphique 3** : évolution des allocations budgétaires



Lancée en 2018, la **Délégation à l'Entrepreneuriat rapide** (DER) a bénéficié d'une dotation à hauteur de 30 milliards de FCFA dans l'optique de promouvoir, d'encourager et d'accompagner l'entrepreneuriat des femmes et jeunes pour permettre de mieux capter les opportunités sur des marchés extérieurs.

Ainsi quatre (4) types de financement sont mis en place :

- un modèle d'autonomisation économique et d'appui à l'entrepreneuriat ;
- un modèle de financement classé par métier ;
- un type de financement incubateur ;
- un modèle de financement en entreprise qui vient en appui aux meilleurs projets qui seront validés par les partenaires de la DER.

La remise des premiers financements a concerné **15 000 projets** pour un montant de **10 milliards FCFA**. Ces projets sont initiés par des entrepreneurs issus des **14 régions et 45 départements** et investis dans les secteurs prioritaires pour la DER qui sont la pêche, l'agriculture et l'élevage.

Du côté des **infrastructures**, d'ambitieux programmes sont mis en œuvre à travers notamment le **Programme d'Urgence de Développement communautaire** (PUDC) et le **Programme de Modernisation des Villes du Sénégal** (PROMOVILLES) afin de rétablir l'équité territoriale.

Le **PUDC** qui sert de trait d'union entre le PSE et l'acte III de la décentralisation, répond donc à un souci permanent des autorités pour un développement inclusif et solidaire. Ainsi, avec une enveloppe de **plus de 400 milliards FCFA**, le PUDC vise l'amélioration de l'accès des populations rurales aux services sociaux de base afin de rétablir l'équité et la justice sociale, conformément à la philosophie du PSE, qui doit se traduire à termes, par une meilleure territorialisation des politiques publiques.

Après trois années de mise en œuvre, le PUDC a su créer les conditions d'une nouvelle économie locale grâce à un investissement massif au profit des populations rurales comme le montre le témoignage suivant de Madame Dallo SYLLA de Saré Bamol.

**Dallo Sylla,**  
mère de famille, Saré Bamol

“  
*Nous avons maintenant un robinet. Il suffit d'un petit geste pour disposer d'une eau cristalline, explique-t-elle, toujours avec un large sourire. Naguère, je devais parcourir au moins un demi-kilomètre la bassine d'eau sur la tête car le puits est situé en dehors du village.*  
”



Les réalisations phares concernent entre autres, la mise en service de 75 systèmes d'alimentation en eau potable dans les régions de Matam, Louga, Tambacounda, Kédougou, Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine. Elles ont ainsi permis l'accès à l'eau potable de plus de 300 villages pour une population totale estimée à plus de 160 000 personnes. Il y a également, l'ouverture à la circulation des pistes rurales pour un linéaire total de 255 km, désenclavant ainsi plus de 200 villages, l'électrification de 62 villages et la mise à disposition de 1 562 équipements post récoltes aux femmes des régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine, Tambacounda, Kédougou, Thiès, Diourbel et Louga.



**Electrification rurale à Dialocoto**

A terme, le programme permettra de : (i) densifier le réseau de routes non revêtues, construire et réhabiliter plus de 3 000 km de pistes ; (ii) installer et réhabiliter plus de 238 forages et 161 châteaux d'eau ; (iii) électrifier plus de 420 villages et (iv) mettre à disposition plus de 5064 équipements ruraux, notamment des décortiqueuses et des batteuses pour l'allègement des travaux surtout des femmes en milieu rural. Il est également attendu, un investissement massif qui devra assurer la création et la consolidation d'Activités génératrices de Revenus (AGR) pour plus de deux millions (2 000 000) de personnes.



**Accès à l'eau à Kédougou**

Financé à hauteur de plus de 200 milliards dans sa première étape, le **PROMOVILLE** marque la volonté du Gouvernement de renforcer la démocratie locale tout en assurant la correction des disparités spatiales, dans l'équité, afin de répondre aux aspirations des populations.

La population de la zone du programme est composée majoritairement de femmes avec 1 174 378 femmes. Mais en dépit de ce poids démographique et malgré des progrès enregistrés sur le cadre législatif, ces femmes demeurent les plus exposées à la vulnérabilité. Selon la division sexuelle du travail prédominant dans la zone du programme, les femmes ont en charge l'ensemble des tâches domestiques en plus d'être impliquées dans les autres activités desquelles dépend la vie quotidienne des ménages (transformation, petit commerce, agriculture, etc.).



Elles jouent donc un rôle non négligeable dans les activités économiques et sociales de la zone. La responsabilisation à la fois des groupements féminins, des communes et du ministère en charge de la Femme et du genre paraît incontournable pour assurer une mise en œuvre efficace et pérenne du dispositif d'appui à l'autonomisation des femmes et jeunes filles et à leur bien-être.

Le Gouvernement a démarré l'exécution du programme par :

- une phase pilote à hauteur de 75 milliards FCFA pour un linéaire de 103 Km de voiries y compris le drainage des eaux pluviales, l'éclairage public et les aménagements paysagers ;
- une phase 1 d'un montant de 89 milliards axée dans la région de Dakar et dans 10 communes/villes qui sont principalement des capitales régionales (Saint-Louis, Ziguinchor, Matam, Louga, Kolda, Tambacounda, Kaolack, Diourbel, Thiès, Mbour) ;
- une phase 2 d'un montant de 84 milliards FCFA qui concerne :
  - o la réalisation de 63 Km linéaires de voiries assainies, éclairées et avec des aménagements paysagers dans les villes de Dakar, Guédiawaye, Pikine, Rufisque, Touba et Mbour ;
  - o le reprofilage et la couverture du canal Ouest de Rufisque ;
  - o l'aménagement des bassins versants de Yeumbeul et Malika ;
  - o la construction d'une digue route entre le premier pont de Matam et le quartier Nawel dans la commune de Matam.



**Modernisation des villes et création d'emploi**

Relativement à la problématique de l'équité et de l'égalité de genre, le PUDC comme PROMOVILLE ont permis :

- l'allègement des corvées d'eau, permettant ainsi à environ 200 000 personnes, d'avoir accès à l'eau potable ;
- la formation des jeunes dans le métier de pavage ;
- le développement d'opportunités économiques ;
- la facilitation de l'écoulement de leurs produits agricoles primaires et transformés ;

- la diminution des pertes de récolte et la valorisation des produits agricoles ;
- la réduction de la mortalité maternelle et néonatale par les évacuations d'urgence.

### I.3. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES

Conformément aux orientations et engagements internationaux, le Gouvernement a entrepris différentes initiatives par la mise en œuvre de projets/programmes intégrant d'importants volets de promotion de l'équité et de l'égalité de genre. Le tableau synoptique ci-dessous liste les principales interventions sectorielles sensibles au genre.

**Tableau 2** : liste des principaux projets intégrant le genre par secteur

Secteurs	Intitulé du projet	Budget 2019
<b>Hydraulique et assainissement</b>	Projet d'Amélioration des Services d'Eau potable et d'Assainissement en milieu rural (PASEPAR)	554 628 399
	Programme sectoriel Eau et Assainissement	2 462 670 151
	Projet d'accès durable à l'eau et à l'assainissement G2G/USAID	933 000 000
<b>Gouvernance locale</b>	Projet de Gestion des Eaux pluviales	3 946 000 000
	Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal (PACASEN)	5 000 000 000
	Programme des Domaines agricoles communautaires	4 005 000 000
	Projet de Développement inclusif et durable de l'Agro-business	40 000 000
	réhabilitation des périmètres irrigués de Waoundé, de Podor et de Matam	100 000 000
	projet de développement des terroirs du tiers sud dans la zone sud et sud-est du Sénégal	9 550 000 000
	Programme national d'Insertion et de Développement agricole	1 000 000 000
	projet d'aménagement de 1000 ha de bas-fonds dans les pays de l'UEMOA	1 282 000 000
	Projet d'Appui au Programme national d'Investissements agricoles	65 000 000
<b>Elevage</b>	Fonds d'Appui à la Stabulation	220 000 000
	Projet d'Appui au Pastoralisme	706 000 000
	projet d'appui à l'aviculture familiale	86 000 000
	programme d'appui à la filière laitière	487 000 000
	programme chaines de froid	2 882 000 000
<b>Santé</b>	projet de financement de la Santé et de la Nutrition	2 112 000 000
	projet de réadaptation à base communautaire	178 969 757

<b>Secteurs</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Budget 2019</b>
<b>Education et formation</b>	projet d'amélioration de la qualité et de l'équité au niveau de l'éducation de base (PAQEED)	1 070 000 000
	Projet d'Amélioration des Apprentissages en Mathématiques à l'élémentaire	608 830 000
	Projet de Création des Espaces numériques ouverts	1 000 000 000
	Projet de Création de Centres de Recherche et d'Essais	250 000 000
	Projet d'Appui au Développement des Compétences et de l'Entrepreneuriat des Jeunes dans les Secteurs Porteurs	3 011 000 000
	Projet Essor du secteur privé par l'éducation pour l'emploi	3 288 750 000
<b>Environnement</b>	Promotion d'une finance novatrice et d'adaptation communautaire dans les communes autour des réserves naturelles communautaires	1 541 000 000
	Programme d'appui à la création d'opportunités d'emplois verts au Sénégal	414 000 000
	Projet de Renforcement de la Gestion des Terres et des Ecosystèmes des Niayes et de la Casamance	844 000 000
<b>Femme et protection sociale</b>	Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre	50 000 000
	Programme de Promotion de la Microfinance Islamique au Sénégal	8 285 000 000
	Programme de contraste à la Migration Illégale à travers l'Appui au Secteur Privé (PLASEPRI II),	3 375 000 000
	Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage aux Métiers pour la lutte contre la Pauvreté	3 248 000 000
	Programme d'Appui au Développement économique et social du Sénégal (PADESS)	2 203 000 000
	projet genre / programme population / FNUAP	40 000 000
	Projet De Développement de l'Entrepreneuriat féminin et d'Appui à l'Emploi des Jeunes filles	3 744 000 000
<b>Jeunesse</b>	Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes	6 318 000 000
<b>Affaires étrangères</b>	Fonds crédit femmes de la diaspora	450 000 000

Source : DPB/DGB/MEFP, données PLFI 2019



# BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE

## II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS

### 1. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS)

#### ➤ Acquis et contraintes



Les principaux acquis notés courant 2018 dans le secteur sont les suivantes :

- l'intensification des efforts de recrutement du MSAS a permis à 1 033 postes de santé de bénéficier du **couplé gagnant infirmier/Sage-femme** et à **60 postes** de santé nouvellement créés de démarrer les prestations dans le domaine de la planification familiale et de la santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent ;
- la mise en œuvre du **projet de financement de la santé et de la nutrition** qui intervient dans la lutte contre la mortalité maternelle par une allocation de motivation à des femmes à faible revenu pour leur permettre d'achever leurs consultations prénatales ;
- le **projet de réadaptation à base communautaire** pour une meilleure insertion économique des personnes vivant avec un handicap, l'appui à la promotion des aînés et l'autonomisation des familles dans les villages de reclassement social ;
- la conception d'outils de communication, la création d'une page Web,... ;
- l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication pour accompagner la cellule dans l'exécution du Plan d'institutionnalisation du genre ;
- la conception d'un guide additif au manuel de référence ;
- l'élaboration d'outils classiques pour la sensibilisation et l'information des acteurs ;
- l'élaboration d'une feuille de route pour la conception d'un code de conduite en matière de discrimination dans le cadre du travail ;
- l'élaboration des outils de formation intégrant la dimension genre dans les prestations de soins de santé ;
- l'intégration du genre dans le système d'information sanitaire et social ;
- la révision du manuel de référence du système d'information sanitaire ;
- la stabilisation de la liste d'indicateurs sur le genre.

En termes de contraintes, il est noté des lenteurs dans la disponibilité des ressources financières.

➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MSAS**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement			
						Budget	Partenaires		
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage et coordination	Le dispositif de pilotage du système de santé est renforcé dans une perspective genre	installer les comités nationaux et régionaux des points focaux genre	nombre de comités de points focaux genre fonctionnels mis en place	10 réunions	25 000 000	Etat		
		Le système d'information sanitaire et sociale est amélioré dans une perspective genre	Organiser un atelier de validation du guide additif au manuel de référence du système d'information sanitaire	guide validé			5 000 000	Luxdev	
			Faire l'impression du guide additif au manuel de référence du système d'information sanitaire				5 000 000	Luxdev	
		Les capacités du MSAS sont renforcées en genre	former un pool de formateurs	nombre de modules de formations conçu	4 modules			10 000 000	abt
			Concevoir le manuel modulaire d'auto-apprentissage et d'auto-formation en genre						
			Organiser l'atelier de validation des modules de base et thématiques sur l'approche genre, santé et action sociale						
			Faire l'impression du manuel modulaire d'auto-apprentissage et d'auto-formation en genre						
		Automatiser et mettre en ligne (digitalisation) les modules de base et thématique sur l'approche genre, santé et action sociale	Disponibilité de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	une plateforme	20 000 000	Luxdev			

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement	
						Budget	Partenaires
			Organiser 1 atelier d'élaboration du guide d'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	Disponibilité du guide d'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	un guide	5 000 000	Luxdev
		Organiser 1 atelier de finalisation du guide d'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	5 000 000			Luxdev	
		Produire le guide d'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	5 000 000			Luxdev	
		Organiser un atelier de formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale	Proportion de formateurs formés sur l'utilisation de la plateforme de formation en ligne sur l'approche genre, santé et action sociale			20 agents	10 000 000
		Le genre est intégré dans les outils de prestations de soins	Organiser 1 atelier d'élaboration du guide additif aux outils de prestation de soins intégrant le genre	Disponibilité du guide additif aux outils de prestation de soins intégrant le genre	un guide	5 000 000	Intrahealth
			Organiser 1 atelier de finalisation du guide additif aux outils de prestation de soins intégrant le genre			5 000 000	Intrahealth
			Organiser un atelier de validation du guide additif aux outils de prestation de soins intégrant le genre			5 000 000	Intrahealth
		Les mécanismes de gestion et l'utilisation efficiente des ressources	Organiser 1 atelier de révision du guide d'élaboration des plans de travail annuels du MSAS	Disponibilité du guide d'élaboration des plans de travail	un guide	5 000 000	Luxdev

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement		
						Budget	Partenaires	
		mobilisées sont améliorés de façon équitable	en vue d'intégrer les modalités de prise en compte du genre	annuels du MSAS intégrant le genre				
			Organiser 1 atelier de finalisation du guide d'élaboration des plans de travail annuels du MSAS				5 000 000	Luxdev
			Organiser un atelier de validation du guide d'élaboration des plans de travail				5 000 000	Luxdev
		Prévention/Promotion	Organiser un atelier de conception des supports de communication sur la prévention	Supports de communication produits	2000 supports	5 000 000	Intrahealth	
			Organiser 1 atelier de validation des supports de communication				5 000 000	Intrahealth
			Produire les supports de communication				5 000 000	Intrahealth
			Organiser 3 journées de sensibilisation pour des pratiques favorables à l'équité et l'égalité de genre au MSAS (central, intermédiaire et périphérique)	Proportion de personnes sensibilisée pour des pratiques favorables à l'équité et l'égalité de genre au MSAS		30 000 000	Intrahealth	
			Renforcer les capacités des agents de la cellule genre en techniques d'analyse genre et développement	Proportion d'agents de la cellule genre renforcés en techniques d'analyse genre et développement	50%	9 000 000	Etat	
			Organiser un panel sur le processus d'institutionnalisation du genre au MSAS				5 000 000	Etat
<b>TOTAL</b>						<b>189 000 000</b>		



## 2. Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)

### ➤ Acquis et contraintes



En matière de prise en compte du Genre, les principaux acquis notés au cours de l'année 2018 sont les suivants:

- la mise en œuvre du projet « **Promotion d'une finance novatrice et d'adaptation communautaire dans les communes autour des réserves naturelles communautaires (Ferlo, Niokolo-Koba, bas delta du fleuve Sénégal et delta du Saloum)** » qui a permis de stimuler une réelle dynamique autour de la création de micro entreprises, particulièrement celles gérées par les femmes, en renforçant leur capacité en entrepreneuriat et financement rural ;
- la réalisation d'une étude sur le « chiffrage de l'institutionnalisation du genre dans la politique sectorielle » ;
- l'adoption de l'approche filière qui identifie à chaque niveau de la chaîne de valeur les potentialités en termes de création d'emplois et de richesse à travers l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes ;
- l'acquisition d'équipements de collecte, de transport et de commercialisation des produits laitiers au bénéfice des groupements féminins actifs ;
- l'appui d'au moins dix (10) groupements communautaires de femmes en Casamance pour renforcer la résilience climatique et à la construction d'un centre de dégorgement des huîtres ;
- l'évaluation genre des programmes des Ecoles et Centres de Formation pourvoyeurs d'agents du MEDD : Centres de Djibélor, Dalaba, FORET ;
- l'organisation d'un atelier de formation sur « Genre et adaptation aux Changements climatiques », à l'attention des responsables des cellules genre des ministères impliqués dans les programmes relatifs aux changements climatiques, en partenariat avec la GIZ.

Malgré les acquis importants notés dans le processus de planification, programmation et budgétisation sensibles au genre, il est apparu, entre autres les difficultés et contraintes majeures suivantes :

- le déficit de formation et de sensibilisation des acteurs sur les concepts de genre, surtout les administrateurs de crédits et les gestionnaires ;

- la difficulté à mobiliser les ressources allouées aux activités genre pour faciliter la mise à disposition des fonds ;
- l'absence d'un guide sectoriel méthodologique pour l'intégration du genre dans les politiques et projets/programmes sectoriels ;
- le manque d'harmonisation des interventions entre les responsables de la cellule genre et ceux des projets financés sur ressources extérieures.

➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MEDD**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	La lutte contre les feux de brousse	Les femmes, les jeunes (filles et garçons) et les personnes à besoins spécifiques sont impliqués dans la lutte contre les feux de brousse	Organiser deux ateliers sur les méthodes de lutte contre les feux de brousse et la conception de mesures d'adaptation	nombre de bénéficiaires par sexe		25 000 000
	Aménagement et exploitation durable des formations forestières	La participation des femmes et des jeunes (filles et garçons) et des personnes à besoins spécifiques dans la filière de charbon de bois est effective	Former les bénéficiaires aux techniques durables de production de charbon de bois	nombre d'activités génératrices de revenus		12 000 000
			Intégrer dans l'arrêté ministériel une disposition fixant un quota planché pour les femmes, les jeunes (filles et garçons) et les personnes à besoins spécifiques	arrêté signé	un arrêté	
			Développer un programme d'appui des femmes, des jeunes (filles et garçons) et des personnes à besoins spécifiques dans la cueillette, la transformation et la commercialisation des Produits forestiers non ligneux (PFNL)	Pourcentage de bénéficiaires par sexe ayant leurs propres Unités de transformation		15 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
			Développer un programme d'appui des femmes, des jeunes (filles et garçons) et des personnes à besoins spécifiques dans la cueillette, la transformation et la commercialisation des Produits forestiers non ligneux (PFNL)	Nombre de plants produit		7 000 000
			Organiser des ateliers de formation sur les techniques de production de plants, gestion de pépinières, de plantation de mangroves et suivi des plantations	Pourcentage de bénéficiaires selon le genre maîtrisant des actions de GDT		7 000 000
			Organiser des ateliers de formation en techniques de gestion durable des Terres (GDT)	niveau d'intégration du genre dans les programmes et stratégies du département		6 000 000
<b>Conservation de la biodiversité et gestion des Aires Protégées</b>	<b>gestion de la faune et des Aires Protégées /AP</b>	La prise en compte du genre dans les programmes et stratégies de gestion de la faune est effective	systematiser la prise en compte du genre dans les programmes et stratégies de gestion de la faune et des aires protégées	Rapport validé	un rapport	3 000 000
		La représentation des femmes et des jeunes dans les organes de gestion des Aires Protégées est améliorée	faire l'état des lieux	nombre d'équipement distribué		20 000 000
		les conditions de production sont améliorées	appuyer les bénéficiaires en matériels et équipement de production	nombre ateliers organisés		10 000 000
		Des séances de sensibilisation sur les lois et règlements qui régissent la biodiversité et les aires	Organiser des ateliers de sensibilisation	Une maison genre fonctionnelle	1 maison genre	20 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
		protégées sont organisées				
		meilleure conservation de la biodiversité	construire et équiper des maisons genre	système d'information interactif fonctionnel	Un système	20 000 000
<b>Pilotage, coordination et gestion administrative</b>	<b>Information Communication Education environnementales et développement durable (ICE)</b>	les compétences, comportement et pratiques des femmes et jeunes sont améliorés	Elaborer le système d'information interactif sur la GRNE sensible au genre			30 000 000
<b>Total</b>						<b>115 000 000</b>

### 3. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

#### ➤ Acquis et contraintes

Les acquis majeurs notés, ont porté sur les efforts consentis pour la promotion des femmes, à savoir :

- une politique de discrimination positive à l'endroit des femmes pour améliorer le taux d'accès aux études supérieures ;
- une discrimination positive en faveur des femmes dans la distribution des bourses ;
- la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES) ;
- la promotion de l'accès des filles aux études scientifiques et techniques.

Au chapitre des contraintes, on peut citer :

- l'absence de données désagrégées selon le sexe ;
- l'absence de données désagrégées sur les personnes vivant avec un handicap ;
- l'insuffisance du budget alloué à la cellule genre pour le déroulement des activités programmées ;
- le manque de renforcement des compétences en genre des responsables du département ;
- l'insuffisante prise en compte des orientations de la SNEEG dans les documents de planification.

#### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MESRI

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Développement des offres de formations	Développement de l'accès équitable à la FPTA	les établissements de la FPTA réhabilités, tiennent compte du genre	Participer aux activités de détermination des Plans de réhabilitation d'établissements de FPTA	Pourcentage d'établissements de FPTA réhabilités en tenant compte des sexospécificités	100%	2 500 000
		le genre est pris en compte Nouveaux établissements construit en tenant compte du genre	Participation aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements	Pourcentage d'établissements publics de la FPTA dont l'architecture tient compte du genre	100%	2 500 000
		le critère genre est pris en compte dans l'achat des équipements des établissements de la FPTA		Pourcentage d'établissements de la FPTA dont les équipements tiennent compte du genre		
		l'effectif des filles et femmes dans les filières scientifiques, industrielles et techniques est accru	Organiser des campagnes de communication favorisant l'accès et le maintien des filles dans les filières techniques et industrielles	Pourcentage de filles et de femmes dans les effectifs des filières industrielles et techniques	20%	20 000 000
			octroyer des bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles			12 000 000
		les CFP sont érigés en centre d'excellence	Organiser les ateliers de visions pour ériger les CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centre érigés en d'excellence	3 CFT	24 000 000
		l'accès des personnes à besoins spécifiques à la FPT est accru	Appliquer les quotas aux personnes à besoins spécifiques dans les établissements de la FPTA	ratio de personnes à besoins spécifiques dans l'effectif total des apprenants de la FPTA	5%	

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
	Promotion de la qualité des enseignements/A pprentissages	Les filles et les femmes ont accès à un enseignement de qualité	organiser des campagnes de sensibilisation pour le maintien et la réussite des filles et des femmes à l'école	Pourcentage de filles et de femmes réussies aux examens d'Etat	90%	10 000 000
	Gestion centrale de la FPT	la coordination est plus équitable dans la FPT	Sensibiliser le niveau stratégique pour une meilleure participation des femmes à la prise de décision	Pourcentage de femmes aux postes de responsabilités	60%	
Développement de l'Apprentissage	Amélioration de la qualité de la Formation par Apprentissage	Les curricula des cibles masculine et féminine sont adaptés à l'apprentissage	Organiser un atelier d'intégration du genre dans les curricula de l'apprentissage	pourcentage de curricula de l'apprentissage intégrant le genre	90%	3 500 000
	Amélioration du pilotage et de la gestion par Apprentissage	La stratégie d'accompagnement des apprenants filles et garçons, est formalisée	Elaborer le guide d'insertion de l'apprentie	Un guide d'insertion de l'apprentie est disponible	100%	6 000 000
	Développement des offres de Formation des maisons de l'outil	L'accès des filles et des femmes aux maisons de l'outil est amélioré	Organiser des ateliers de sensibilisation des agents de l'ANAMO sur le genre et son intégration dans la FPTA	Pourcentage de filles et de femmes dans les maisons de l'outil	40%	15 000 000
Développement de l'Artisanat	Mise à niveau des entreprises artisanales	les entreprises artisanales dirigées par des femmes ou des personnes à besoin spéciaux sont mieux formalisées	Campagnes de sensibilisation dans les Chambres de Métiers pour une plus grande participation des femmes et des personnes à besoins spécifiques à la gestion des entreprises artisanales	Nombre d'entreprises artisanales dirigées par une femme ou une personne à besoins spéciaux accompagnées à la formalisation	45%	9 000 000
	Promotion des produits artisanaux	l'effectif de femmes et de personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique est accru	Sensibiliser les responsables du projet Mobilier national pour l'octroi de parts plus importantes aux femmes et aux personnes à	Pourcentage des entreprises artisanales gérées par des femmes ayant accès à la commande publique	10%	2 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
			besoins spécifiques	Pourcentage d'entreprises artisanales gérées par des personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique	6%	
	Renforcement du dispositif institutionnel et organisationnel de l'Artisanat	le genre est pris en compte dans la construction/réhabilitation/équipements de la maison de l'outil	Participer aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements des maisons de l'outil	Pourcentage de maisons de l'outil construites tenant compte des aspects genres	100%	2 500 000
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	Communication et promotion de la FPTA	La promotion du genre à tous les niveaux du système de FPTA est assurée	Organiser la "Journée nationale genre et FPTA"	Nombre d'éditions organisées	100%	15 000 000
		Plan de communication sensible au genre élaboré	Mettre en œuvre le Plan de communication sensible au genre du MFPA	Pourcentage de mise en œuvre du plan de communication sensible au genre	60%	22 000 000
	Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines de la FPTA	Les enseignants et le personnel administratif sont formés en genre	Organiser des ateliers de formation (niveau central et déconcentré)	Nombre de formés en genre	70%	19 500 000
	Système de gestion du personnel opérationnel	Le personnel opérationnel adhère au genre	Organiser des ateliers de sensibilisation genre	Pourcentage de personnel formé	40%	8 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>173 500 000</b>

#### 4. Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN)

##### ➤ Acquis et contraintes

Les principaux acquis concernent :

- la poursuite de la mise en œuvre du PAQUET avec les actions ciblées en faveur des filles à l'école (dotation en uniformes, en kits scolaires, octroi de bourses, récompenses aux plus méritantes) et le renforcement de la capacité des femmes en faveur de l'éducation des filles et à la gouvernance du système éducatif ;
- la mise en œuvre du **projet d'appui au développement des compétences et de l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs** à travers la

composante « **appui au développement des entreprises aux niveaux locaux au profit des jeunes et des femmes dans les secteurs porteurs** » aide à l'amélioration de la qualité de la main d'œuvre, la compétitivité des entreprises et l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs de l'industrie et de l'agriculture ;

- la prise en compte de la dimension genre dans le curriculum au niveau du Préscolaire ;
- la revue sensible au genre des supports pédagogiques ;
- la mise en place de dispositifs pour les renforcements de l'enseignement des mathématiques et sciences ;
- la formation des mères d'élèves en alphabétisation fonctionnelle, droits humains et VBG ;
- l'élaboration du document de politique genre du département.

Toutefois, il faut noter que certaines contraintes entravent l'effectivité de l'intégration du genre dans les interventions du département. Il s'agit entre autres :

- l'application non effective du curriculum ;
- la non effectivité de l'assistance sociale dans les établissements du moyen secondaire pour une meilleure sensibilisation à la santé de la reproduction ;
- la faible prise en compte de la dimension genre dans la construction des infrastructures ;
- le manque de moyens suffisants des cellules genre des lycées et collèges pour une prise en compte des violences basées sur le genre en milieu scolaire.

### ➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MEN**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
<b>Education préscolaire</b>	Développement de l'éducation préscolaire	le curriculum prend en compte la dimension genre	formation des acteurs en genre et éducation	curriculum revu et validé	un curriculum du préscolaire	10 500 000
<b>Enseignement élémentaire</b>	Développement de l'Enseignement élémentaire	prise en charge des violences genre en milieu scolaire	appui (technique) au fonctionnement des cellules genre	nombre de cas de viols, mariages et grossesses précoces identifiés	toutes les cellules genre des écoles, lycées et collèges	5 000 000
	développement de l'environnement scolaire	L'égalité des chances notamment entre filles et garçons est réalisée dans la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans dans une logique de réalisation de l'EDB 10.	Mise en place de dispositifs de mitigation des violences faites aux filles	Le dispositif de mitigation est mise en place	% d'élèves atteints dans le dispositif	3 000 000



Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
	2.2 Formation initiale et continue des enseignants	L'environnement des écoles élémentaires est propice à l'épanouissement et à la réussite des élèves	Renforcement de capacité du personnel des écoles sur les thématiques liées aux violences basées sur le genre et sur l'éducation inclusive du PASEB	% d'enseignants formés sur la VBG	enseignants et responsables bureau genre	10 000 000
Enseignement Moyen général	Développement de l'enseignement moyen général	régression de la VGMS	appui (technique) au fonctionnement des cellules genre	nombre de cas de viols, mariages et grossesses précoces identifiés	toutes les cellules genre des écoles, lycées et collèges	5 000 000
	viols, violences abus, mariages et grossesses précoces	mise en œuvre du projet "Violences genre en milieu scolaire, la réponse du Sénégal"	formation des acteurs et actrices, révision du cadre réglementaire en vigueur, sensibilisation à l'endroit de la communauté, expérimentation de l'approche multisectorielle	un module harmonisé sur les VGMS est disponible; des sessions de sensibilisation à l'endroit des élèves et des enseignants et de la communauté sont tenues; le cadre réglementaire en vigueur est révisé		10 000 000
		meilleure prise en charge par les élèves de leur hygiène menstruelle, de leur situation de maturation sexuelle	formation des professeurs de SVT et d'économie familiale et sociale à l'utilisation du moule élaboré	les enseignants ciblés sont formés	professeurs SVT et Eco familiale	10 000 000
Enseignement secondaire général	Développement de l'enseignement secondaire général	Les enseignants, les formateurs, les chefs d'établissements et personnel d'encadrement de l'enseignement secondaire général assurent mieux leurs rôles et responsabilités pour la réussite des élèves	Formation des enseignants sur les stratégies de protection contre les violences basées sur le genre	% d'enseignants formés sur les stratégies de protection contre les violences basées sur le genre	Enseignants du Secondaire	8 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
		L'égalité des chances notamment entre filles et garçons dans le secondaire général est réalisée	Mise en place d'un dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre, les abandons précoces surtout chez les filles et suivi de la fonctionnalité des dispositifs	Le dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre est disponible	IA/MEN	2 000 000
		L'égalité des chances notamment entre filles et garçons dans le secondaire général est réalisée	Suivi et évaluation de la fonctionnalité du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre et l'abandon précoce surtout chez les filles	le rapport sur le suivi-évaluation du dispositif est disponible	IA/MEN	7 000 000
		régression de la VGMS	Appui (technique) au fonctionnement des cellules dans le secondaire	le cahier de charges des cellules genre est mis à disposition des écoles	toutes les cellules genre des lycées	5 000 000
<b>Education de base des jeunes et adultes</b>	Alphabétisation et langues nationales	meilleure implication des mères d'élèves dans la gestion de l'école	Formation des acteurs en Alphabétisation fonctionnelle, en droit humain et en VBG	Nombre d'acteurs formés		12 000 000
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	Gestion administrative	mobilisation autour de la problématique de l'Education	élaboration du document politique genre du MEN	document de politique genre validé	un document	6 200 000
		la prise en compte de la dimension genre est effective	évaluation de la mise en œuvre des plans d'action 2018 des bureaux genre des structures centrales et déconcentrées	le rapport d'évaluation est disponible	un rapport	8 000 000
	Pilotage et coordination	validation de la politique genre du MEN	le document de politique genre est validé	1 500 000		
<b>TOTAL</b>						<b>103 200 000</b>

## 5. Ministère de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et de l'Apprentissage (MFPAA)

### ➤ Acquis et contraintes



La politique du MFPA s'arrime aux orientations contenues dans la stratégie du Gouvernement pour lutter contre les disparités de genre et lever les préjugés reliant un métier à un sexe. Cette volonté politique est concrétisée par les principales réalisations suivantes :

- l'organisation d'activités de sensibilisation locales telles que les « **journées genre** », « **journées carrières sensibles au genre** » ou d'activités nationales de sensibilisation comme la « **journée nationale genre et Formation professionnelle et technique (FPT)** » ;
- l'octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles et aux meilleurs garçons de l'économie familiale et sociale ;
- la construction et la réhabilitation des structures de la FPT avec une prise en compte du genre (rampes pour les personnes à besoins spécifiques, blocs sanitaires séparés filles et garçons etc.) ;
- le démarrage d'installation de Centres d'excellence dans la zone de concertation opérationnelle nord et centre ;
- la révision et l'intégration du genre dans les différents documents stratégiques du ministère: Lettre de Politique sectorielle, DPPD, PTA, etc. ;
- l'organisation de grandes campagnes de sensibilisation pour l'accès des filles dans les métiers non traditionnels, comme par exemple le : « Forum national sur la formation technique et industrielle » ;
- l'augmentation du pourcentage de filles dans les filières techniques et industrielles qui passe de 10% en 2013 à 16% en 2017 ;
- l'introduction de nouvelles filières comme la géomatique, la machinerie agricole qui ont permis à beaucoup de jeunes filles de trouver un emploi après leur formation ;
- la prise de mesures discriminatoires positives pour encourager l'accès des jeunes filles dans les métiers non traditionnels.

L'une des interventions les plus réussies a été celle **d'une école qui intègre la dimension genre, le Modèle de Centre d'Excellence** pour mieux prendre en charge l'accès et le maintien des filles et des femmes dans la FPT.

Cependant, force est de noter que certaines contraintes persistent et empêchent une réelle prise en compte du genre dans le système comme par exemple :

- les facteurs socioculturels qui plombent tout changement de comportement et de mentalité pour l'équité et l'égalité de genre ;
- le mariage des enfants et les stéréotypes qui relient un métier à un sexe et qui font que les filles et les femmes sont peu présentes dans les filières techniques, industrielles et scientifiques.



➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MFPA**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Développement des offres de formations	Développement de l'accès équitable à la FPTA	les établissements de la FPTA réhabilités, tiennent compte du genre	Participer aux activités de détermination des Plans de réhabilitation d'établissements de FPTA	Pourcentage d'établissements de FPTA réhabilités en tenant compte des sexes spécifiques	100%	2 500 000
		le genre est pris en compte Nouveaux établissements construit en tenant compte du genre	Participation aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements	Pourcentage d'établissements publics de la FPTA dont l'architecture tient compte du genre	100%	2 500 000
		le critère genre est pris en compte dans l'achat des équipements des établissements de la FPTA		Pourcentage d'établissements de la FPTA dont les équipements tiennent compte du genre		
		l'effectif des filles et femmes dans les filières scientifiques, industrielles et techniques est accru	Organiser des campagnes de communication favorisant l'accès et le maintien des filles dans les	Pourcentage de filles et de femmes dans les effectifs des filières	20%	20 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
			filières techniques et industrielles	industrielles et techniques		12 000 000
			octroyer des bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles			
		les CFP sont érigés en centre d'excellence	Organiser les ateliers de visions pour ériger les CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centre érigés en Centre d'excellence	3 CFT	24 000 000
		l'accès des personnes à besoins spécifiques à la FPT est accru	Appliquer les quotas aux personnes à besoins spécifiques dans les établissements de la FPTA	ratio de personnes à besoins spécifiques dans l'effectif total des apprenants de la FPTA	5%	
	Promotion de la qualité des enseignements/Apprentissages	Les filles et les femmes ont accès à un enseignement de qualité	organiser des campagnes de sensibilisation pour le maintien et la réussite des filles et des femmes à l'école	Pourcentage de filles et de femmes réussies aux examens d'Etat	90%	10 000 000
Gestion centrale de la FPT	la coordination est plus équitable dans la FPT	Sensibiliser le niveau stratégique pour une meilleure participation des femmes à la prise de décision	Pourcentage de femmes aux postes de responsabilités	60%		
<b>Développement de l'Apprentissage</b>	Amélioration de la qualité de la Formation par Apprentissage	Les curricula des cibles masculine et féminine sont adaptés à l'apprentissage	Organiser un atelier d'intégration du genre dans les curricula de l'apprentissage	pourcentage de curricula de l'apprentissage intégrant le genre	90%	3 500 000
	Amélioration du pilotage et de la gestion par Apprentissage	La stratégie d'accompagnement des apprenants filles et garçons, est formalisée	Elaborer le guide d'insertion de l'apprentie	Un guide d'insertion de l'apprentie est disponible	100%	6 000 000
	Développement des offres de Formation des maisons de l'outil	L'accès des filles et des femmes aux maisons de l'outil est amélioré	Organiser des ateliers de sensibilisation des agents de l'ANAMO sur le genre et son intégration dans la FPTA	Pourcentage de filles et de femmes dans les maisons de l'outil	40%	15 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Développement de l'Artisanat	Mise à niveau des entreprises artisanales	les entreprises artisanales dirigées par des femmes ou des personnes à besoins spéciaux sont mieux formalisées	Campagnes de sensibilisation dans les Chambres de Métiers pour une plus grande participation des femmes et des personnes à besoins spécifiques à la gestion des entreprises artisanales	Nombre d'entreprises artisanales dirigées par une femme ou une personne à besoins spéciaux accompagnées à la formalisation	45%	9 000 000
	Promotion des produits artisanaux	l'effectif de femmes et de personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique est accru	Sensibiliser les responsables du projet Mobilier national pour l'octroi de parts plus importantes aux femmes et aux personnes à besoins spécifiques	Pourcentage des entreprises artisanales gérées par des femmes ayant accès à la commande publique	10%	2 000 000
				Pourcentage d'entreprises artisanales gérées par des personnes à besoins spéciaux ayant accès à la commande publique	6%	
Renforcement du dispositif institutionnel et organisationnel de l'Artisanat	le genre est pris en compte dans la construction/réhabilitation/équipements de la maison de l'outil	Participer aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements des maisons de l'outil	Pourcentage de maisons de l'outil construites tenant compte des aspects genres	100%	2 500 000	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Communication et promotion de la FPTA	La promotion du genre à tous les niveaux du système de FPTA est assurée	Organiser la "Journée nationale genre et FPTA"	Nombre d'éditions organisées	100%	15 000 000
		Plan de communication sensible au genre élaboré	Mettre en œuvre le Plan de communication sensible au genre du MFPA	Pourcentage de mise en œuvre du plan de communication sensible au genre	60%	22 000 000
	Renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines de la FPTA	Les enseignants et le personnel administratif sont formés en genre	Organiser des ateliers de formation des enseignants-tes et du personnel d'encadrement sur le genre et son intégration dans la FPTA (niveau	Nombre d'enseignants-tes et de personnel d'encadrement formés en genre	70%	19 500 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
			central et déconcentré)			
	Système de gestion du personnel opérationnel	Le personnel opérationnel adhère au genre	Organiser des ateliers de sensibilisation du personnel opérationnel en genre	Pourcentage de personnel formé en genre	40%	8 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>173 500 000</b>

## 6. Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER)

### ➤ Acquis et contraintes



Les principales activités menées courant 2018 tournent autour de :

- l'élaboration de PTBA, des rapports d'activités trimestrielles et annuelles sensibles au genre ;
- la tenue d'ateliers de formation à l'endroit des points focaux genre ayant permis de faire une lecture genre du projet de Lettre de Politique sectorielle et des documents budgétaires ;
- le plaidoyer à l'endroit du top management pour une meilleure prise en compte du genre dans l'accès aux facteurs de productions à travers la signature d'une circulaire instituant la discrimination positive à l'endroit des femmes pour l'accès aux facteurs de production (terres aménagées, engrais, semences,...) ;
- la mise en œuvre du **Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes** en vue de créer près de quinze mille (15 000) emplois durables et décents en milieu rural et périurbain dont 60% de jeunes garçons et filles et 40% de femmes ;
- la mobilisation de 371 GEA (Gestion de l'Eau pour l'Agriculture) et 4 120 productrices impliquées dans la production agricole hivernale et animale à travers le PRODAC ;

- la mise en œuvre du PAPSEN qui touche 80% des femmes menant des activités d'horticulture irriguée et de riziculture dans les régions de Thiès, Diourbel, Fatick et Casamance ;
- la réhabilitation des périmètres irrigués de Waoundé, de Podor et de Matam qui offre 10% des superficies aux femmes en sus des activités d'accompagnement qui visent à alléger les travaux des femmes à travers l'acquisition de mini-rizeries et de décortiqueuses, etc.

Malgré les importants résultats obtenus, des disparités sont notées au niveau des différentes zones d'intervention des structures techniques du MAER. La mise en œuvre des activités se heurtent aussi, entre autres contraintes :

- à l'inéquité dans l'accès aux facteurs de production ;
- au faible revenu des productrices ;
- à l'insuffisance des moyens disponibles pour la cellule genre ;
- au profil non adéquat de certains points focaux genre ;
- à la faible implication de la cellule genre dans les activités du MAER.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MAER

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
Sécurisation de la base productive et développement des infrastructures rurales	réalisation, réhabilitation et entretien des aménagements hydro agricoles	les aménagements hydro agricoles sont renforcés	Réaliser de nouveaux aménagements hydro agricoles à l'endroit des producteurs	superficies aménagées à partir des eaux de surfaces allouées aux femmes	40%	ND
	réalisation, réhabilitation et entretien de fermes, de bassins de rétention, de bas-fonds, de forages et de vallées	Les aménagements des fermes, bassins de rétention, bas-fonds, vallées sont réalisées	Réaliser les aménagements au niveau des fermes, bassins de rétention, bas-fonds, vallées à l'endroit des producteurs	superficies aménagées à partir des eaux souterraines allouées aux femmes	50%	ND
	Sécurisation du capital semencier	Le capital semencier est sécurisé	Produire des semences de pré base et base de céréales et légumineuses (tonnes)	Quantité de semences de pré base et base de céréales (tonnes) produite par les femmes	20%	ND
				Quantité de semences de pré base et base de légumineuses (tonnes) produite par les femmes	20%	ND
	gestion durable des terres	La gestion durable des terres est améliorée	cartographier les superficies de terres agricoles sous GDT	Superficies de terres agricoles sous GDT appartenant aux femmes	20%	ND
Réalisation et réhabilitation des infrastructures agricoles	Les infrastructures rurales sont réalisées/réfectionnées/ réhabilitées	Réaliser/réfectionner/réhabiliter les infrastructures agricoles	Nombre de productrices accédant aux infrastructures de stockage	40%	ND	



Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget	
			pour les producteurs et productrices	Nombre de productrices accédant aux infrastructures de conditionnement	40%		
<b>Production et valorisation des produits agricoles</b>	Augmentation de la production de Riz	La production du riz est accrue	Mettre à disposition les semences de riz aux producteurs	Quantité de semence certifiée R1 de riz cédée aux femmes	50%	ND	
			Intégrer le genre dans les statistiques de production du riz irrigué	Quantité de riz irrigué produite par les femmes	30%	ND	
			Intégrer le genre dans les statistiques de production du riz pluvial	Quantité de riz pluvial produite par les femmes	70%	ND	
	Relance de la filière arachidière	La filière arachide est relancée	Mettre à disposition les semences d'arachide aux producteurs	Quantité de semence d'arachide cédée aux femmes	30%	ND	
			Développer l'exportation de l'arachide	Quantité d'arachide exportée par les femmes	10%	ND	
	Développement de la filière horticole	La production horticole est accrue	Mettre à disposition les engrais horticoles aux producteurs	Quantité d'engrais cédée aux femmes	20%	ND	
			Produire et exporter des fruits et légumes par les acteurs/actrices	Volume de produits horticoles exportés par les femmes	10%	ND	
	Appui aux acteurs de la filière coton	la filière coton est renforcée	Produire et exporter du coton par les acteurs/actrices	volume de coton exporté par les femmes	10%	ND	
	Relance des productions vivrières	les productions vivrières sont accrues	Mettre à disposition des producteurs des semences par type	Quantité de semence cédée aux femmes par type	30%	ND	
			Intégrer le genre dans les statistiques de production de production vivrière	Quantité de production par type récoltée les femmes	20%	ND	
	Protection des cultures	Les normes sont respectées en termes de qualité des engrais	Vulgariser à l'endroit des producteurs normes relatifs à la qualité des engrais	Nombre de producteurs sensibilisés	50%	ND	
				Nombre de productrices formés	50%	ND	
	<b>Accompagnement à la production : Financement, Recherche, Formation et Appui conseil</b>	Recherche agricole	La recherche agricole est renforcée	Financer les projets de recherches agricoles	Nombre d'allocataires femmes de bourses de recherche agricole	30%	ND
		Formation agricole / Renforcement des capacités des acteurs	La formation agricole et les capacités des acteurs sont renforcées	Mettre en œuvre les programmes de formation et de renforcement des capacités des acteurs	Nombre de jeunes diplômés femmes sortants des écoles de formation sous tutelle/an		ND
Part des femmes ayant bénéficié d'une formation continue						ND	

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget	
			Tenir des ateliers de formations à l'endroit des points focaux genre	Nombre d'ateliers tenus	5	20 000 000	
			Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour une meilleure prise en compte du genre dans l'accès aux facteurs de productions	Circulaire signée	1		
	Appui Conseil agro-sylvo-pastoral	Le dispositif du conseil agro-sylvo-pastoral est renforcé	Tenir des séances de renforcement de capacités à l'endroit des producteurs	Nombre de productrices bénéficiant d'un appui conseil	50%	ND	
				Nombre de productrices bénéficiaires des technologies transférées	50%		
	Soutien au crédit rural	Le crédit rural est développé	Mettre en place des instruments de financement plus adaptés pour les producteurs	Volume de financement accordé aux femmes	40%	ND	
				Nombre de productrices ayant accès au crédit	50%		
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	Gestion administrative	La coordination des activités du MAER est assurée de manière adéquate	Suivre les activités relatives au genre	PTBA, rapports d'activités intégrant le genre produits	2	5 000 000	
				nombre de missions/voyages d'étude effectués	10	10 000 000	
	Pilotage, Coordination	Le renforcement du pilotage stratégique est amélioré	Renforcer la prise en compte du genre dans les documents et les statistiques agricoles	Nombre de programmes/projets intégrant le genre élaborés	100%		
				Données agricoles sensible au genre renforcées	70%		
	l'institutionnalisation du genre est parachevée			Promouvoir les femmes dans les postes de responsabilités au niveau des structures sous tutelle du MAER	Postes de responsabilités occupés par les femmes	40%	80 000 000
				Faire l'audit genre	Audit genre validé	1	
				Elaborer le plan d'institutionnalisation genre (stratégie genre)	Plan d'institutionnalisation genre disponible	1	
				Elaborer un programme d'autonomisation des femmes dans l'agriculture	programme d'autonomisation des femmes dans l'agriculture disponible	1	ND
<b>TOTAL</b>						<b>115 000 000</b>	

## 7. Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie numérique (MCTPEN)



### ➤ Acquis et contraintes

Au cours de l'année 2018, le MCTPEN a enregistré des résultats notables en matière de prise en compte du genre dans la politique du département. Entre autres acquis, importants, on peut citer:

- la réalisation de l'audit genre du Ministère ;
- le renforcement des capacités institutionnelles en genre du ministère ;
- le renforcement des moyens financiers de la Cellule Genre ;
- le développement d'une culture numérique chez plus de 1000 filles et femmes dans les dix (10) régions du Sénégal ;
- l'augmentation des capacités de cent (100) filles en entrepreneuriat et en développement d'applications, web et mobiles ;
- la création d'une maison de la femme entrepreneure digitale à Dakar ;
- le développement des compétences en genre des acteurs des médias ;
- le développement des compétences en leadership des groupements féminins ;
- le développement des compétences numériques des groupements féminins ;
- le renforcement des capacités en Genre de 30 acteurs du secteur du numérique ;
- l'intégration du genre dans la LPSD du département en cours ;
- la mise en place d'une stratégie numérique prenant en compte la dimension genre ;
- l'adoption de textes de lois en vue de lutter contre la fracture numérique et la sécurité en ligne ;
- la mise en œuvre de projets pilotes dans plusieurs domaines notamment l'éducation, la formation, etc.

Quant aux différentes contraintes, elles portent notamment sur :

- l'insuffisance des moyens financiers, matériels, logistiques et humains alloués à la question de l'institutionnalisation du genre ;

- le problème de financement des projets structurants qui contribuent à l'équité et à l'égalité de genre (Plan d'action national de la Résolution 70 de l'UIT, Plan Sénégal numérique 2025 avec un focus sur le genre, exemples : plan national haut débit, projet d'entrepreneuriat numérique féminin, Stratégie de Service Universel etc.) ;
- la faible présence des filles dans les filières TIC ;
- l'absence des femmes dans les postes de direction du ministère ;
- l'existence d'une fracture numérique de genre ;
- l'insuffisance de la collecte et diffusion de données désagrégées par sexe du secteur ;
- la faible mise en œuvre de projets et programmes structurants pour créer un cadre favorable à un accès abordable à l'internet et la sécurité en ligne ;
- l'absence de synergie des acteurs pour la mise en place de grands projets fédérateurs en faveur de l'inclusion numérique ;
- la persistance des stéréotypes sexistes dans les contenus médiatiques.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MCTPEN

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Infrastructures numérique	Mettre en place le PTN	La prise en compte du genre est renforcée dans la mise en œuvre du PTN	plaidoyer l'unité de Gestion pour une meilleure prise en compte du genre dans la mise en œuvre des infrastructures du PTN	Nombre de sessions de plaidoyers	1 réunion	
	Intégrer le genre dans le projet CMC	La capacité des agents des CMC est renforcée en genre	Organiser des séances de formation	Nombre d'atelier organisé	1 atelier	3 000 000
Usager, Services, Contenus et applications numériques	acquisition de matériels informatiques	les organisations de filles sont appuyées en matériel informatiques	doter les organisations de filles en matériel informatiques	nombre d'organisations équipés en outils informatiques	une organisation	25 000 000
		Les enseignants du monde rural sont équipés	équiper les enseignants du monde rural en outils informatiques	Nombre d'enseignants équipés	25 enseignants	15 000 000
	renforcement des capacités	les compétences sont renforcées en programmation informatique	organiser des sessions de formation en programmation	nombre de bénéficiaires par régions	30 filles et 40 garçons/régions	15 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage-Coordination	la Lettre de Politique sectorielle est sensible au genre	organiser un atelier de prise en compte du genre dans la LPS	rapport validé	un rapport	8 000 000
		les compétences du top management sont renforcées en genre	organiser des ateliers de formation en genre	nombre de cadres bénéficiaire	25 cadres	8 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
		la position des femmes est améliorée au niveau du top management	organiser des activités de plaidoirie	nombre d'activités tenu	une réunion	
		le PTA de la Cellule genre est mise en œuvre	mettre en œuvre des activités planifiées dans le PTA	niveau de réalisation des activités planifiées	80%	10 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>84 000 000</b>

## 8. Ministère de l'Élevage et des Productions animales (MEPA)

### ➤ Acquis et contraintes

Pour une meilleure prise en compte du genre dans les interventions du département, les activités de 2018 ont porté sur la mise en place d'une cellule dynamique pour mieux encadrer les interventions dans le secteur. A ce titre, les activités suivantes peuvent être mises en exergue :

- la mise en œuvre du **Fonds d'Appui à la Stabulation** qui vise la modernisation et l'intensification des productions animales et la facilitation de l'accès au crédit aux professionnels de l'Élevage de manière durable avec une attention particulière à l'accompagnement des femmes professionnelles du secteur (30%) ;
- l'amélioration des revenus des femmes en milieu rural à travers le **Projet d'appui à l'aviculture familiale** ;
- l'appui aux femmes à travers la transformation, la commercialisation et la conservation du lait par la mise en œuvre du **projet Appui à la filière laitière** ;
- la nomination de points focaux aux niveaux central et régional ;
- l'existence d'une masse critique de ressources humaines formées sur les notions et concepts liées au genre ;
- la sensibilisation du top management sur les questions de genre ;
- la prise en compte du genre dans le document de référence du secteur de l'élevage en l'occurrence le Plan national de développement de l'élevage.

Les principales contraintes du secteur portent sur :

- la difficulté dans la mobilisation des crédits budgétaires ;
- la faible disponibilité de statistiques désagrégées ;
- le faible niveau des investissements dans le secteur qui ne favorise pas le développement accéléré des chaînes de valeur animales.

➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MEPA**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats Genre	Activités Genre	Indicateurs	Cibles	Budget
productions animales	Amélioration des conduites d'élevage dans les zones agro écologiques	La production avicole villageoise est développée	Construire des poulaillers pour l'aviculture villageoise	Nombre de poulaillers construits destinés aux personnes vulnérables désagrégé par nombre	80% de bénéficiaires /femmes	33 000 000
			Octroi de coqs raceurs	Nombre de volailles octroyés aux personnes vulnérables	800 (dont 640 pour les femmes)	25 000 000
			Renforcement des capacités des aviculteurs villageois	Nombre de personnes formées en conduite d'élevage de volailles par sexe	150 (dont 120 femmes)	6 000 000
		Les capacités productives en élevage des personnes vulnérables sont renforcées	Construire des bergeries/chèvreries en zone Casamance	Nombre de bergeries/chèvreries construits destinés aux personnes vulnérables	134	71 200 000
			Construire des porcheries dans en zone Casamance	Nombre de porcheries construits destinés aux personnes vulnérables	223	140 900 000
			Construire des poulaillers en zone Casamance	Nombre de poulaillers construits destinés aux personnes vulnérables	104	57 900 000
Santé animale	Préservation et amélioration de la santé animale	Les capacités des relais sont renforcées	renforcer les capacités des vaccinateurs dans les relais communautaires	Nombre de vaccinateurs formés par sexe	250	5 000 000
Sécurisation de l'élevage	Amélioration des parcours naturels et de l'accès aux aliments concentrés	Les cultures fourragères sont promues auprès des acteurs	Accompagner les femmes dans la mise en place de parcelles individuelles de cultures fourragères	quantité de superficies emblavées	7,5 ha	10 660 000
Amélioration de la mise en marché des produits animaux	Renforcement des infrastructures et équipements de collecte, de transformation et de commercialisation des produits	Capacités techniques des transformateurs améliorées	organiser des sessions de formation en techniques et technologies de transformation du lait	Nombre de femmes formées	700	7 000 000
		Capacités techniques des tanneuses améliorées	Equiper les abattoirs et ou aires d'abattages en matériel de dépeçage	Nombre de femmes bénéficiaires	100	2 000 000
			Equiper les tanneries et basseries	Nombre de bénéficiaires par sexe	100	27 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Intégration du genre dans les interventions sectorielles	Institutionnalisation du Genre est renforcée dans le secteur	réaliser l'audit genre du département	audit Genre validé	un rapport	25 000 000
			organiser des sessions de	nombre de bénéficiaires	100%	10 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats Genre	Activités Genre	Indicateurs	Cibles	Budget
			formation en genre et élevage			
<b>TOTAL</b>						<b>420 660 000</b>

## 9. Ministère de la Justice (MJ)

### ➤ Acquis et contraintes



Le Ministère de la justice s'est engagé à intégrer la dimension genre dans les politiques et programmes conformément à la stratégie du Gouvernement de renforcer l'état de droit.

Au titre des activités spécifiques liées genre déroulées par le département, on peut noter :

- la hausse du nombre de femmes justiciables bénéficiaires d'une prise en charge des honoraires et frais de justice grâce à l'augmentation sensible de l'aide juridictionnelle ;
- l'évolution des crédits alloués à la campagne de sensibilisation sur la traite des enfants et des femmes qui a permis une bonne mise en œuvre de l'activité ;
- le renforcement des capacités des points focaux genre ;
- l'identification des besoins sexospécifiques des prisonniers ;
- la création de maisons de justice.

Toutefois, des contraintes subsistent et concernent :

- la faible prise en charge de l'assistance sociale apportée aux victimes de violences basées sur le genre ;
- le manque de cadre de concertation régulier permettant de fédérer les efforts des différents acteurs intervenant dans la prise en charge des problématiques du genre dans sa transversalité ;

- la durée des détentions préventives et les conditions de prise en charge des mineurs ;
- les conditions de séjour dans les prisons ainsi que le problème de l'accessibilité à une justice de proximité et le renforcement
- des capacités institutionnelles et humaines des juridictions et des services centraux et déconcentrés.

### Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MJ

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
Justice judiciaire	Traitement et jugement des contentieux	les décisions de justice sont rendues de manière équitable	Renforcer les capacités du personnel judiciaire	Nombre de magistrats formés en genre	15	6 000 000
				Nombre de greffiers formés en genre	20	8 000 000
				Nombre d'auditeurs de justice formés en genre	15	6 000 000
Accès au droit et à la Justice de Proximité	Accès à l'information juridique et judiciaire et à l'aide juridictionnelle	Une justice plus proche du justiciable	Vulgariser et sensibiliser les populations sur l'accès au droit	Nombre de sessions de communication organisées ;	5	22 000 000
	Vie du détenu	Conditions de vie et de détention des détenus améliorées	mener une étude sur la capacité d'accueil des lieux de détention	Effectif de la population carcérale par sexe	un rapport	3 000 000
	Vie de l'enfant en danger et ou en conflit avec la loi	Dispositif de prise en charge du mineur en danger et/ou en conflit avec la loi renforcé	Renforcer les capacités des éducateurs spécialisés sur le genre	Ration éducateurs formé	50%	8 000 000
				Organiser des sessions de formations techniques	Nombre de mineurs ayant bénéficié de formations techniques (H/F)	964
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage stratégique et Opérationnel	Le genre est institutionnalisé au MJ	Procéder à l'Audit Genre du Ministère de la Justice	Disponibilité du document d'audit genre du ministère	1	27 966 000
<b>TOTAL</b>						<b>86 966 000</b>

## 10. Ministère de la Gouvernance territoriale du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGTDAT)

### ➤ Acquis et contraintes



Dans une perspective de prise en compte de la dimension genre dans les politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire, plusieurs activités ont été menées :

- la mise en œuvre du projet gestion des eaux pluviales avec une cible de 50% de femmes pour une résilience aux changements climatiques ;
- le Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal (PACASEN) avec 50% de femmes ciblées pour développer les capacités de gouvernance et de financement des collectivités territoriales ;
- la formation de 150 acteurs territoriaux (conseillers municipaux, OSC,) sur l'acte III de la décentralisation et l'inclusion sociale (genre, éducation) à Dakar, Louga et Kaolack (2018) ;
- la formation d'élues des régions de Matam, de Saint-Louis et de Louga sur le processus d'intégration du genre dans le processus de planification et de budgétisation sensible au genre à travers l'organisation d'une visite d'échange (2018) ;
- la validation technique et politique de deux outils genre (le manuel d'intégration du genre et le guide d'animation sur le genre) sont validés politiquement, édités et diffusés ;
- l'édition et la diffusion des deux outils auprès des services déconcentrés à travers l'organisation de 2 ateliers zonaux ;
- l'identification de quatre outils spécifiques genre qui sont intégrés dans le guide de planification locale élaboré par la plate-forme de planification locale ;
- la finalisation et le partage du document de plaidoyer pour la prise en compte réelle du genre dans le Code Général des collectivités locales.

Par ailleurs, des actions de plaidoirie et d'accompagnement ont été menées pour la prise en compte du genre dans :

- le guide de planification ;
- les outils de mesures des performances ;
- la stratégie nationale de formation du MGTDAT ;
- l'outil de contrôle et de vérification de l'Inspecteur de l'Administration locale.

Les principales difficultés rencontrées sont liées entre autres contraintes, à :

- la faible maîtrise d'outils adaptés pour permettre aux collectivités territoriales de prendre en compte le genre ;
- la persistance des inégalités de genre aussi bien en termes d'accès au pouvoir à tous les niveaux, d'accès aux opportunités économiques que de prise en compte des besoins spécifiques.

La mise en œuvre du plan d'actions a accru l'engagement des autorités sur les questions liées au genre qui s'est traduit par l'instruction du Ministre à tous les responsables de services, les coordonnateurs des programmes et les Directeurs d'agences à appuyer le financement du Plan d'actions de l'Unité Genre. Cela a favorisé l'inscription du genre dans le PTBA du Plan

national de Développement local (PNDL), dans les programmes de l'agence de développement local et une augmentation de 25% des ressources mobilisées.

➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MGTDAT**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	cibles	Budget
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	<b>Gestion administrative</b>	la prise en compte du genre est institutionnalisée dans le département	mettre en œuvre le plan d'institutionnalisation du genre	Taux d'exécution du PIG	70%	10 000 000
<b>Gouvernance territoriale</b>	<b>Appui au pilotage du développement territorial</b>	Renforcement des capacités des élus et autres acteurs à intégrer le genre dans les politiques locales	organiser des sessions de formation sur la planification/budgétisation sensible au genre	Nombre de sessions de formation avec des modules genre	4 modules	8 000 000
			Renforcer le dialogue autour des questions genre en lien avec les politiques publiques (Acte III, Territorialisation des politiques publiques)			
	<b>Appui à la gestion des services publics locaux</b>		Accompagner l'intégration des femmes à la fonction publique locale	% de collectivités territoriales disposant de personnel qualifié (F/H) conformément à l'organigramme	50%	50 000 000
			Appuyer à la participation des H/F aux dynamiques de développement économique local	Nombre de projets de développement initiés ou portés par les H/F appuyés	5 projets portés par les femmes	
<b>Développement d'un système intégré d'information des territoires</b>	Collecter de données désagrégées	Niveau d'opérationnalisation du système d'information intégré avec des données désagrégées	60%	5 000 000		
<b>Cohérence territoriale</b>	<b>Aménagement des territoires</b>	Renforcement de la prise en compte des outils genre l'élaboration et la mise en œuvre des documents de référence	Appliquer des outils genre dans les stratégies nationales d'aménagement et de développement territorial	Nombre de projets d'aménagement spatial et de développement durable sensible au genre	2	6 500 000

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	cibles	Budget
Financement du développement territorial	Développement d'une stratégie d'appui à la mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales	Augmentation des financements destinés à la réduction des inégalités de genre	mettre en œuvre une stratégie de promotion de systèmes de financements innovants (Financement vert, Financement genre-équité, financement bancaire, etc.)	% du budget issu des mécanismes de financement innovants	0,05	4 500 000
<b>TOTAL</b>						<b>79 000 000</b>

## 11. Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre (MFFG)

### ➤ Acquis et contraintes



En termes d'acquis, le MFFG a enregistré les résultats suivants :

- la mise en œuvre du Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage des Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté (PALAM) qui a permis l'accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans ;
- l'élaboration et de la validation de la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité du Genre (SNEEG), lequel document est assorti d'une stratégie de communication pour faciliter son appropriation par les communautés ;
- la conduite d'un processus de recherche action sur le budget sensible axé sur le bien-être en partenariat avec la Coopération italienne ;
- la traduction de la CEDEF en six (06) langues locales et sa vulgarisation au profit des communautés particulièrement les femmes pour une meilleure connaissance de leurs droits ;
- la mise en œuvre du plan d'actions national « **mettre fin aux mariages d'enfants** » conformément à la campagne de l'Union africaine ;
- la formulation d'un premier plan d'action national multisectoriel pour l'éradication des violences basées sur le genre (VBG) et de la promotion des droits humains ;
- l'installation de boutiques de droits ;
- l'enrôlement de 72 femmes chefs de ménage dans le cadre des bourses économiques ;

- la distribution de 4 000 unités d'allégement pour améliorer la condition féminine ;
- l'encadrement de 3 000 femmes dans le cadre du Projet de Développement communautaire et d'Inclusion sociale (PDCIS) ;
- le renforcement de capacités de 13 315 femmes dans les chaînes de valeurs et en gestion ;
- le financement de 6 369 femmes pour un montant global de 1 415 134 407 FCFA ;
- l'élaboration du rapport annuel rendant compte de la mise en œuvre de la Déclaration solennelle des Chefs d'Etat et de Gouvernements de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique. Dans ce cadre, le Sénégal a été félicité par l'Union Africaine car étant le seul pays à jour pour la soumission des rapports ;
- le renforcement des fonds destinés aux financements des projets de femmes par une dotation de 1 800 000 000 FCFA.

Toutefois, le MFFG est confronté à des difficultés dans la réalisation de ses objectifs en matière d'institutionnalisation du genre, telles que :

- l'absence de données sexospécifiques ;
- l'insuffisance de ressources (humaines et financières) allouées au genre ;
- la non intégration du genre dans certains secteurs.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MFFG

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
Famille-Genre	Institutionnalisation du genre dans les politiques publiques	L'intégration du genre est effective dans la politique du secteur	réaliser l'audit Genre du Ministère	Existence d'un rapport d'audit genre	1	30 000 000
			élaborer un plan d'institutionnalisation	Existence d'un plan d'institutionnalisation du genre (PIG)	1	10 000 000
			mettre en œuvre du PIG	Niveau de mise en œuvre	15%	20 000 000
	Prévention, lutte et prise en charge des VBG	Les droits humains sont protégés	sensibiliser les populations sur les VBG	Nombre de sessions de sensibilisation	10	10 000 000
			prendre en charge les victimes de VBG	Nombre de victimes prises en charge	500	20 000 000
			mettre en place des centres de promotion et de protection des droits des femmes (boutiques de droit)	Nombre de boutiques de droits créés	1	10 000 000
Développement social, lutte contre la pauvreté	Assistance aux groupes vulnérables	La réinsertion des femmes vulnérables dans le tissu socio-	renforcer les capacités des femmes vulnérables	Nombre de femmes touchées	500	100 000 000
			mobiliser des financements pour	Nombre de femmes vulnérables	300	50 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	cibles	Budget
		économique est assurée	les femmes vulnérables	bénéficiaires de financement		
	<b>Accès des groupes vulnérables aux infrastructures, services sociaux de base et aux opportunités d'emplois et de revenu</b>	La réinsertion des femmes dans le tissu socio-économique est assurée	construire des maisons de la femme	Nombre de structures de femmes construites	3	200 000 000
<b>Autonomie économique des femmes</b>	<b>Capacitation des femmes</b>	Les capacités productives des femmes sont renforcées	distribuer des unités d'allègement des femmes	Nombre d'organisation de femmes bénéficiaires d'unités d'allègement	500	250 000 000
			Renforcer les capacités des femmes	Nombre de Femmes formées dans les chaînes de valeurs et en gestion	10 000	200 000 000
			construction des CEDAF	Nombre de CEDAF construits	1	300 000 000
	<b>Accès des femmes au crédit</b>	L'accès des femmes et des jeunes filles est amélioré	Financement des projets de femmes et jeunes filles	Nombre de femmes bénéficiaires de financement	8 000	1 500 000 000
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	<b>Pilotage et Coordination administrative</b>	Le genre est pris en compte dans la planification sectorielle	Renforcement de capacités en genre des points focaux en	Nombre de points focaux planification et suivi-évaluation formés en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques	18	5 000 000
	<b>Gestion des ressources</b>	Les femmes sont promues à des Postes de responsabilité	Renforcement de Capacités du Personnel féminin	Proportion d'agents femmes formées	10	10 000 000
		Promotion des femmes à des postes de responsabilité	Proportion des femmes chefs de Service	40%		
<b>TOTAL</b>						<b>2 715 000 000</b>

## 12. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD)

### ➤ Acquis et contraintes

Le MITTD, à l'image de certains ministères, dispose :

- d'une cellule genre créée par arrêté n°12347 du 12 juin 2015 portant création, organisation et fonctionnement de ladite cellule ;
- d'une décision portant nomination de la coordonnatrice et des membres points focaux de la cellule genre au niveau des différentes structures du ministère.

Dans la même logique, un atelier de lancement des activités de la cellule s'est tenu et a été présidé par le Ministre de tutelle. Dans une perspective de prise en compte du genre dans la politique du département, un plan d'actions est en cours d'élaboration.

Néanmoins, certaines contraintes sont notées, il s'agit, entres autres, de :

- l'absence de ressources budgétaires pour le déroulement certaines activités ;
- l'absence d'audit genre du département ;
- un manque de formation des membres de la cellule sur les concepts du genre et autres ;
- l'absence de sensibilisation des autorités du ministère sur l'importance de l'intégration du genre dans nos différentes politiques.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MITTD

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage-Coordination	le projet d'appui à l'intégration des indicateurs genre est bien réussi	Formation des membres de la cellule sur la budgétisation sensible au genre	Formation tenue	Tous les membres	9 500 000
			Formation des membres de la cellule sur les indicateurs sensibles au genre	Formation tenue	Tous les membres	9 500 000
			Formation/sensibilisation des agents du ministère sur les concepts genre	Proportion d'agents formés	Tous les agents	6 000 000
		la coordination des activités de la cellule genre est effective	Formation des membres de la cellule sur les concepts genre	Formation tenue	Tous les membres	9 500 000
			Organisation de séances de sensibilisation du top management du ministère	Nombre d'autorités rencontrées	Toutes les structures	7 000 000
			Organisation de réunions de coordination des membres de la cellule genre	Nombre de réunions tenues	4	4 000 000
		<b>TOTAL</b>				

## 13. Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA)

### ➤ Acquis et contraintes

Le MHA, depuis qu'elle a mis en place la Cellule genre, a pris l'option d'accorder une attention particulière aux besoins spécifiques des filles, des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité en les intégrant dans ses stratégies, programmes et projets, ce qui témoigne de son engagement à rendre effectif le processus d'institutionnalisation du genre. Il s'agit, entre autres, de :

- l'évaluation des capacités et besoins en formation sur le genre pour les services techniques régionaux et les partenaires locaux ;
- le projet « **Genre, Hygiène et Assainissement** » qui a permis la prise en compte de la dimension genre dans toutes interventions pour plus d'équité dans l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement pour les femmes et les filles ;
- la mise en œuvre du « **PESEPAR** » pour un renforcement de la communication vers un changement de comportement en faveur du genre et une intégration effective du genre dans les plateformes locales de concertations ;
- le Programme Sectoriel Eau et Assainissement qui contribue à l'autonomisation des femmes en les formant, à partir de sous-produits de l'assainissement, sur des activités génératrices de revenus telles la production de biogaz, le maraichage, etc. ;
- la mobilisation d'une assistance technique genre au niveau du PEPAM pour appuyer la cellule genre pendant deux (02) ans ;
- la nomination de 30 points focaux à raison de 2 par structure soit un titulaire et un suppléant ;
- la formation des points focaux sur le genre notamment sur les concepts clés, l'approche et la valeur ajoutée dans le secteur (aux niveaux national et régional) ;
- la réalisation de l'audit genre du Ministère accompagné d'un Plan d'institutionnalisation du Genre (PIG) ;
- la prise en compte du genre dans plusieurs programmes et projets lors de la phase de formulation avec les PTF du secteur ;
- l'intégration du genre dans la Lettre de Politique sectorielle de développement 2016-2025 ;
- l'effectivité de l'ancrage institutionnel de la Cellule genre au SG par le décret n°2018-1367 portant organisation du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement.

Cependant, Il faut noter que, malgré ces avancées significatives, plusieurs contraintes retardent l'effectivité de l'intégration du genre dans les interventions du secteur de l'eau et de l'assainissement. Elles sont relatives à :

- la non mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre (PIG) qui, élaboré depuis 2016, tarde à être validé, budgétisé et déroulé pour permettre aux différents

acteurs du secteur d'être bien outillés dans l'intégration du genre dans leur mission régaliennne ;

- la faible sensibilité genre du capital humain dans le MHA comme le montre le rapport de l'audit genre (faible représentation des femmes à tous les niveaux : « secteur eau et assainissement très masculin ») ;
- la faible sensibilité genre du système de planification des politiques publiques, dans la mise en œuvre des programmes du MHA ;
- l'absence de données désagrégées dans le système de suivi évaluation.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MHA

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement	
						Budget	Partenaires
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	pilotage et coordination	La Cellule Genre a la capacité, le statut, et les moyens financiers nécessaires à l'exécution de ses missions	Appuyer le fonctionnement de la cellule Genre	Pourcentage du budget de fonctionnement alloué à la Cellule Genre	1%	4 000 000	Etat
		la Cellule Genre et ses points focaux ont une claire compréhension de leur mandat	renforcer les capacités des Cellule Genre et points focaux genre	un atelier organisé	tous les points focaux genre	2 000 000	Etat
		la cellule genre est appuyée par un assistant technique genre pour mettre en œuvre ses missions	Recruter un assistant technique (AT) pour appuyer la Cellule genre	expert genre recruté	un assistant	10 000 000	Union européenne
		le genre est intégré dans la planification du MHA	Concevoir un guide de prise en compte du genre	Supports et programmes de formation élaborés et validés	2 outils	4 000 000	Etat
		Renforcer les compétences de la cellule genre et des points focaux	Organiser un atelier de formation sur comment intégrer le genre dans le Suivi-évaluation	nombre de bénéficiaires	100%	625 000	USAID
			Organiser une formation en GAR et Budgétisation sensible au genre			14 100 000	
		le genre est intégré dans les évaluations environnementales et sociales des	Recruter un consultant pour réaliser l'étude d'intégration du genre dans les	contrat signé	une étude	12 000 000	BAD



Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement	
						Budget	Partenaires
		projets d'eau et d'assainissement	évaluations environnementales et sociales des projets d'eau et d'assainissement				
			vulgariser les résultats de l'étude	nombre de séances d'IEC	5 séances	1 000 000	BAD
			Organiser un atelier de formation sur le genre pour le comité technique environnemental	Nombre de bénéficiaires	100% des membres du comité	500 000	BAD
<b>Gestion intégrée des ressources en eau</b>	<b>Développement de la Gire</b>	Le genre est pris en compte dans la mise en place de deux plateformes de concertation sur l'eau	Mettre en place en place deux cadres de concertations sur l'eau dans la zone des Niayes en tenant compte du genre	le nombre de femme impliqué dans les deux cadres de concertations sur l'eau dans la zone des Niayes	30% de femmes	4 000 000	Belgique
<b>Programme d'accès à l'eau potable</b>	<b>Promotion de l'approvisionnement en Eau Potable Rural</b>	les femmes sont outillées pour défendre leurs intérêts dans la gestion des forages	Organiser des séances d'informations et de sensibilisations des femmes afin qu'elles s'impliquent dans les instances de défense des intérêts des usagers des forages	% de femmes sensibilisé, % de femmes impliquées dans les instances de défense des intérêts des usagers de forages,	15%	5 000 000	Etat
	<b>Renforcement de l'adduction d'eau potable en milieu rural</b>	la stratégie pour l'autonomisation des femmes rurales impliquées dans la corvée de l'eau est élaboré	Recruter un consultant pour l'élaboration d'une stratégie d'autonomisation des femmes rurales impliquées dans la corvée de l'eau	les TDR de l'étude, le rapport final de la stratégie, la mise en œuvre du plan d'action;	100%	15 000 000	Etat
<b>Programme d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales</b>	<b>Assainissement des villes</b>	La dimension genre est prise en compte dans les édicules publics	Réaliser des édicules publics genre	Nombre d'édicules publics intégrant la dimension genre dans le format des infrastructures	30%	15 000 000	Autres partenaires

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Financement	
						Budget	Partenaires
		les femmes sont outillées dans des activités génératrices de revenus à partir du traitement des eaux usées	Appuyer les femmes sur les activités génératrices de revenu à partir du traitement des eaux usées	Nombre de femmes formées à la production de savons à partir des sous-produits des eaux usées traitées;	25 femmes	10 000 000	BAD
				Nombre de femme formé sur le maraichage à partir du traitement des EU	15 femmes		
<b>TOTAL</b>						<b>97 225 000</b>	

## 14. Ministère des Forces armées (MFA)

### ➤ Acquis et contraintes

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie sectorielle genre, le MFA a déjà pris et continuera de prendre des mesures pour lever les défis liés à l'intégration des femmes dans les Forces armées, défis clairement identifiés dans le cadre des travaux sur l'analyse de la situation du Genre dans les Forces armées.

Parmi les mesures déjà prises au profit des personnels militaires féminins, il convient de citer la révision du cadre juridique qui régissait les Forces armées avant l'intégration des femmes dans les Armées et dans la Gendarmerie.

En effet, les dispositions relatives à l'accès dans les Forces armées ont été effectivement modifiées pour permettre le recrutement des femmes. Les textes concernés sont notamment la loi n°70-23 du 6 juin 1970 portant organisation de la défense nationale, le décret n°91-1173/PR/MFA du 7 novembre 1991 portant recrutement dans les Forces armées, et le décret n° 2008-1012 PR/MFA du 18 août 2008 portant statut particulier du personnel de la Gendarmerie nationale.

Sont également modifiés :

- le décret n° 63-446 PR/MFA du 03 juillet 1963 fixant les conditions dans lesquelles les militaires des Forces armées peuvent être autorisés à contracter mariage : la nouvelle réglementation en vigueur permet aux personnels militaires féminins de se marier, après autorisation accordée par les autorités compétentes ;
- le décret n° 90-1159 PR/MFA du 12 octobre 1990 portant Règlement de Discipline générale dans les Forces armées : les modifications apportées à certains articles

de ce décret de 1990 règlementent les relations entre militaires, les permissions de longue durée, les congés de maternité, et l'exécution des sanctions disciplinaires en cas de grossesse ou d'allaitement ;

- le décret n°2006-772 du 14 août 2006 fixant les conditions d'attribution de logement aux militaires ainsi que les modalités de paiement de l'Indemnité représentative de logement : la réforme alloue désormais une indemnité représentative de logement aux personnels féminins mariés, divorcés, veufs, chefs de famille servant au-delà de la durée légale de service.

Outre l'harmonisation de la législation évoquée plus haut, le Ministère des Forces armées a également élaboré un manuel du formateur en genre pour les spécialistes et un code de conduite pour régir les relations de travail Hommes-Femmes.

Il envisage à très brève échéance:

- l'établissement de bureaux et divisions Genre opérationnels au sein de la structure organisationnelle du Ministère des Forces armées, de l'Armée nationale et de la Gendarmerie;
- l'intégration prochaine du genre dans les curricula des Ecoles de formation des Forces armées ;
- la modification du Code des pensions militaires d'invalidité pour permettre aux héritiers des veuves de bénéficier de certaines allocations.

Dans le cadre dudit partenariat, pour l'exercice 2018, ont été tenues certaines activités de sensibilisation et de formation des personnels militaires sur la problématique du genre. Il s'agit notamment d'une session de formation des formateurs et d'une table ronde avec les bailleurs.

En outre, des séances de sensibilisation sur les abus et exploitations sexuels sont dispensées au profit du personnel en pré-déploiement dans les opérations de maintien de la paix. A cet effet, un Bataillon de l'Armée en partance pour le Mali a été formé et deux contingents de la Gendarmerie nationale en phase de déploiement au Mali et en Haïti sont sensibilisés au courant du mois de septembre.

Toutefois, des contraintes sont relevées dans le processus de recrutement, dans la formation et la gestion du personnel :

- les personnels féminins des Forces armées sont encore faiblement représentés dans les différentes catégories de grade et l'accès des femmes à la prise de décision est encore limité.
- les femmes sont engagées pour la plupart dans les services du matériel, génie, intendance, Santé et Transmissions et ne sont pas représentées dans l'Armée de Terre, la Marine, l'Armée de l'Air et le Génie. L'engagement du personnel féminin dans les opérations de paix est aussi marginal.



➤ **Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MFA**

PROGRAMME BUDGETAIRE	ACTIONS DU PROGRAMME	RESULTATS GENRE	ACTIVITES GENRE	INDICATEURS	CIBLES	BUDGET
<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	Gestion administrative	L'efficacité de la gestion administrative et financière de la Cellule Genre, des Divisions et Bureaux Genre, est renforcée	Formation des chefs de Division et Bureau Genre	Taux d'exécution et installation des Bureaux	80%	15 000 000
<b>Préparation et emploi des forces</b>	Maintien en condition opérationnelle des unités.	Les moyens matériels sont aptes à l'engagement pour le personnel féminin	Prendre en compte le personnel féminin en besoins matériels	Pourcentage de moyens en habillement, et équipements individuels introduit tenant compte de la junte féminin	90%	20 000 000
	Assurer l'instruction, la formation et l'entraînement des forces	L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	Organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	70%	15 000 000
<b>Infrastructures et Equipements des Forces armées</b>	Construction, gestion et réhabilitation des infrastructures	Les logements sont construits et réhabilités au profit du personnel féminin	Réalisation des infrastructures en tenant compte des besoins spécifiques	Pourcentage de logements construits et/ou réhabilités répondant aux normes	70%	30 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>80 000 000</b>

**15. Ministère de la Jeunesse, de la Construction citoyenne et de la Promotion du Volontariat (MJCCPV)**

➤ **Acquis et contraintes**

Les réalisations de l'année 2018 concernent principalement :

- la création de la cellule genre par arrêté ministériel ;
- la désignation des points focaux aux niveaux central et régional ;
- la tenue régulière de réunions de la cellule ;
- la tenue d'un atelier de formation sur le genre et la GAR avec l'appui d'ONU/FEMMES.

Les contraintes ci-après subsistent et ont pour noms:

- la faible prise en compte du concept genre dans les documents de planification ;
- l'absence de diagnostic institutionnel genre ;
- la faible capacité des jeunes à gérer les financements obtenus dans le cadre des projets ;
- l'absence de partenariats diversifiés pour les projets de jeunes ;
- le financement insuffisant ou inaccessible dans le budget des collectivités d'une manière générale ;
- la vulnérabilité des jeunes face au fléau des temps modernes (SIDA, tabagisme, usage des drogues, grossesse précoce et non désirée) ;
- la crise d'autorité de la cellule familiale ;
- le désengagement des jeunes et l'absence d'une culture patriotique ;
- le chômage et le sous-emploi avec comme corollaire la précarité socio-économique des jeunes ;
- la féminisation de certaines maladies telles que le SIDA ;
- le faible taux d'insertion économique des jeunes dû à l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MJCCPV

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Cibles	Budget
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Développement chez les populations des attitudes et des comportements citoyens, favorables à la cohésion et à la stabilité sociales.	l'engagement volontaire des jeunes filles et de leurs groupements dans les actions civiques et citoyennes est favorisé	Organiser des ateliers régionaux de l'engagement citoyen des jeunes filles	Nombre d'associations de jeunes filles affiliées au CNJS	600	70 000 000
	Développement du volontariat institutionnel et associatif intégrant l'approche territoriale.	l'intérêt pour le travail communautaire est suscité chez les jeunes filles	organiser des campagnes de sensibilisation sur le sens du bien commun	Nombre de jeunes filles formés et mobilisés dans le cadre du volontariat et du bénévolat associatif	10 000	10 000 000
Protection sociale des jeunes et gestion de leurs groupements	Elargissement de l'offre en matière de la SR/PF et réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes	la santé de la reproduction est promue face aux fléaux sociaux	Organiser des séances d'information et de préservation des jeunes filles contre	Nombre de jeunes filles touchées	3 000	7 500 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Cibles	Budget
			les IST/SIDA et les drogues			
Promotion socioéconomique des jeunes	Développement de stratégies de renforcement de l'employabilité et des initiatives de placement et d'insertion des jeunes	le développement de l'entrepreneuriat des jeunes filles est favorisé	Accompagnement des jeunes filles dans les procédures de création d'entreprise et d'activités génératrices de revenus	Nombre de jeunes filles bénéficiant de financement	700	3 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Renforcement du leadership du Ministère	les compétences du top management sont renforcées en genre	Organisation d'un atelier d'appropriation du concept genre	Taux de participation	80%	4 000 000
		Les points focaux régionaux sont effectivement installés	Sensibilisation et installation des bureaux régionaux genres	nombre de bureaux mis en place	14	12 000 000
					<b>Total</b>	<b>106 500 000</b>

## 16. Ministère de l'Emploi, de l'Insertion professionnelle et de l'Intensification de la Main d'Œuvre (MEIPIMO)

### ➤ Acquis et contraintes

La non signature du décret portant organisation du ministère constitue une entrave à la mise en place de la cellule genre. Toutefois, un plan de travail annuel est en cours d'élaboration pour décliner les activités à dérouler pour l'effectivité de la prise en compte du genre dans les interventions du département.

Les activités prioritaires à dérouler seront axées sur l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités à l'attention des cadres suivi du lancement du processus d'élaboration de l'audit genre du département et de son plan d'institutionnalisation.

L'absence de ressources humaines constitue une entrave pour une réelle prise en compte de la dimension genre dans les interventions.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MEIPIMO

Programmes budgétaires	Actions des Programmes	Résultats Genre	Activités Genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Emploi décent	Fonds national d'action pour l'Emploi (FNAE)/La convention nationale Etat-Employeurs Privés	la dimension genre est prise en compte lors de la sélection des profils	plaidoyer pour une prise en compte de la dimension genre dans le choix des bénéficiaires	taux de bénéficiaires vivant avec un handicap	30%	

Programmes budgétaires	Actions des Programmes	Résultats Genre	Activités Genre	Indicateurs	Cibles	Budget
	<b>Programme d'intensification de la Main d'œuvre/PHIMO</b>	Le développement de l'emploi local	inciter à la prise en compte du genre dans l'emploi local	nombre de bénéficiaires de financements par sexe	20%	
	<b>Programme des domaines agricoles communautaires</b>	la dimension genre est prise en compte dans le choix des GEAs	plaidoyer pour une prise en compte de la dimension genre dans le choix des GEAs	taux de bénéficiaires par sexe	25% de femmes	
		accès des femmes dans les DACs	inciter à la prise en charge des femmes dans l'octroi des DACs	nombre de femmes bénéficiaires de DACs	20%	
<b>Pilotage coordination et gestion administrative</b>	<b>Ressources humaines</b>	les compétences des agents du département sont renforcées en matière de la prise en compte du genre dans les stratégies du département	organiser un atelier de formation à l'attention du personnel	nombre d'agents formés	80% du personnel cadre	20 000 000
		l'audit genre du département est réalisé	faire l'audit Genre des activités du MEIPIMO	rapport audit genre validé	2019	10 000 000
			élaborer un plan d'institutionnalisation genre	le PIG est validé	2019	15 000 000
		L'institutionnalisation du genre est effective	veiller à la nomination des points focaux compétents au	l'arrêté portant nomination de nouveaux points focaux	arrêté signé	
<b>TOTAL</b>						<b>45 000 000</b>

## 17. Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Secteur public (MFPRERSP)

### ➤ Acquis et contraintes

Malgré la directive primatorale de mars 2013 et le décret 2017-313 du 15 février 2017 instituant le rattachement des cellules genre au niveau du secrétariat général dans les Ministères, la cellule genre n'a pas encore été mise en place.

Toutefois, l'analyse des documents de planification stratégique, tels que la LPSD ainsi que le DPPD 2019-2021 ont permis de prendre en charge la dimension genre dans les documents budgétaires. Egalement, l'égalité et l'équité de genre font partie des principes directeurs qui portent la rénovation du service public. Le diagnostic organisationnel et institutionnel du Ministère a permis de disposer de données désagrégées sur les effectifs du département.

- l'existence de la Gestion intégrée des Ressources, Administrations et Fonctionnaires de l'Etat (GIRAFE) permet de renseigner en temps réel sur l'état de la situation administrative de 127 000 agents de l'Etat ;
- l'existence des statistiques de l'audit physique et biométrique des agents de l'Etat ;
- le recrutement d'au moins 15% de personnes vivant avec un handicap, il est prévu le recrutement (pour les postes accessibles).

Quant aux contraintes, elles ont trait à :

- l'inexistence de diagnostic genre ;
- la quasi absence de femmes au niveau des postes de responsabilités ;
- l'absence de prise en charge de la dimension genre dans nos politiques de gestion des ressources humaines ;
- la non signature du décret d'application de la loi d'orientation sociale ;
- l'inexistence de données désagrégées concernant la gestion des carrières des personnels de l'Etat (les actes d'administration) ;
- les faibles capacités institutionnelles en matière de prise en charge de la dimension genre;
- le manque de ressources pour faire des études et intégrer la dimension genre dans les politiques du département.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MFPRERSP

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Programme Fonction publique	Gestion des carrières	l'accès des femmes au poste de responsabilité dans la fonction publique accru	Etude sur la problématique de l'accès des femmes aux postes de responsabilité	disponibilité de l'étude	une étude	12 000 000
		les capacités statistiques en matière de genre améliorées	enquête statistique sur le nombre de femmes occupant des postes de responsabilités dans l'administration	disponibilité de l'enquête	une enquête	5 000 000
	Gestion des ressources humaines	taux de recrutement de personnes vivant avec un handicap amélioré	étude sur les postes accessibles aux personnes vivant avec un handicap	% d'agents vivant avec un handicap nouvellement recrutés à des postes accessibles	5%	10 000 000
		le recrutement des agents de la fonction publique plus équitable	plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour instaurer un système de quotas	% de femmes recrutés	20%	2 000 000



Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
			en faveur des femmes			
Programme Renouveau du Service public	Appui institutionnel à la modernisation du service public	baromètre de satisfaction des usagers du service public selon le sexe connu	enquête sur l'accès des femmes à l'information sur les parcours de vie (ou services) des usagers en fonction des	% de démarches et procédures contenues dans le PAP simplifiées	80%	5 000 000
	Réorganisation de l'Administration publique	mettre en place des structures organisationnels en tenant compte des spécifiés de genre	étude de faisabilité sur % de structures administratives disposant de toilettes séparées, accessibles aux personnes vivant avec un handicap, de crèches	% structures aux normes		10 000 000
Programme Pilotage	Pilotage du Ministère amélioré	Les capacités institutionnelles du ministère dans le domaine du genre renforcé	Plan de formation sur l'approche genre	Ratio de cadres du ministère formés en genre	100%	10 000 000
	Coordination administrative	Meilleure planification sensible au genre	renforcement des capacités des agents	Nombre d'outils de planification sensibles au genre	5 outils	5 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>59 000 000</b>

## 18. Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions (MTDSOPRI)

### ➤ Acquis et contraintes

Malgré l'absence d'une cellule genre dans l'organigramme du ministère, la dimension genre n'a pas été occultée dans la lettre de politique de développement du secteur travail et protection sociale (2018-2022). Il est noté également une forte présence de femmes dans les postes de responsabilités, de même que l'existence de données désagrégées.

Toutefois, l'absence d'un audit genre et la création d'une cellule genre constituent les principales contraintes à lever en vue de son institutionnalisation dans le ministère.

### ➤ Intégration du genre dans la planification opérationnelle du MTDSOPRI

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Budget
Gouvernance du marché du Travail	Construction, réhabilitation et équipement des services du travail	Le genre est pris en compte dans les constructions et réhabilitations	mener des campagnes de communications pour une prise en compte du genre dans	Le projet de maquette a pris en compte le genre	3 locaux	2 500 000

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2019	Budget
			les constructions et réhabilitation			
	<b>Redynamisation du dialogue social et la négociation collective</b>	La représentativité des femmes dans les élections de délégués du personnel est améliorée	sensibiliser pour une présentation des candidatures de femmes lors des élections de délégués du personnel	Nombre de femme élue délégués	au moins une femme par syndicat	4 500 000
	<b>Prévention des pires formes de travail des enfants</b>	Les enfants filles et garçons sont retirés des lieux de travail	Lutter contre le travail des enfants	Nombre de filles et de garçons retirés des lieux de travail	15%	2 500 000
<b>Protection sociale des travailleurs</b>	<b>Assurance maladie obligatoire</b>	Le plan stratégique de l'intervention de l'Administration du Travail en matière d'Assurance Maladie Obligatoire est mis en œuvre	Mettre en œuvre le plan stratégique de l'intervention de l'Administration du Travail en matière d'Assurance Maladie Obligatoire	le Plan stratégique est validé	Un plan stratégique	5 000 000
	<b>Renforcement du cadre juridico-institutionnel de la Sécurité et santé au Travail (SST)</b>	L'aspect genre est pris en compte dans les nouveaux textes	organiser un atelier d'élaboration des projets de textes sur la SST	Proportion de texte ayant pris en compte effectivement la dimension genre	50%	3 000 000
		La dimension genre est intégrée dans le Programme national de Sécurité et Santé au Travail (PNSST)	organiser un atelier de planification de la prise en compte du genre dans le PNSST	document validé	Un document	3 000 000
	<b>Elaboration du cadre juridique et réglementaire du régime simplifié pour la phase pilote</b>	La dimension genre est prise en compte dans le système d'information de suivi des garanties du Régime simplifié	Organiser des séances de travail avec les responsables du système d'information de suivi des garanties du Régime simplifié	la maquette est validée	Une maquette	3 000 000
		Les capacités des acteurs sont renforcées	renforcer les capacités des acteurs	Nombre d'apprenants impliqués	50%	4 000 000
	<b>Relations avec les Institutions</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	Les capacités des parlementaires et des agents sont renforcées	renforcer les capacités des attachés parlementaires	Nombres d'attachés parlementaires formés	35
organiser des sessions de formation avec le personnel de la				Nombre d'agents de la DRI formés	7	3 000 000
<b>Pilotage, Coordination et gestion administrative</b>	<b>Pilotage et coordination</b>	Le personnel est sensibilisé sur l'approche genre	former des sessions de formation en genre	Nombre d'agents formés	30	3 500 000
<b>TOTAL</b>						<b>37 000 000</b>

## CONCLUSION

L'élaboration, pour la troisième année consécutive du **Document budgétaire Genre** devant accompagner le projet de loi de finances, offre l'opportunité d'apprécier les efforts consentis pour prendre en compte le genre dans les politiques sectorielles. Au-delà de la volonté politique affirmée de promouvoir les changements nécessaires dans la définition des priorités nationales et dans la programmation budgétaire des dépenses publiques, l'exercice a permis une mise à échelle qui a touché dix-huit (18) départements ministériels dont les questions et enjeux de genre sont mieux internalisés.

Après une analyse des enjeux de genre et des efforts consentis par les autorités à travers des interventions bien ciblées, un travail d'évaluation opérés par les ministères a permis de lister les réalisations phares mais également de relever les contraintes qui peuvent entraver la dynamique enclenchée. Cet important travail a abouti aussi, à l'identification de projets et programmes majeurs intégrant la dimension genre qui sont inscrits dans le Budget consolidé d'Investissement. Ainsi, pour tous les secteurs ciblés, les activités déclinées à travers les actions des programmes budgétaires des DPPD, articulés à la stratégie sectorielle et celle nationale sont consignés dans le présent document.

Dans le souci d'une prise en compte effective des enjeux de genre, il est important, en dépit des efforts réalisés, de poursuivre l'analyse genre pour mieux prendre en charge les inégalités.

Les défis qui s'annoncent devraient pouvoir être pris en compte à travers :

- une mise à l'échelle progressive de l'ensemble des départements ministériels ;
- une intégration de la pluriannualité dans la maquette de budgétisation des activités genre ;
- une liste d'indicateurs sexospécifiques dans le cadre de performance de chaque ministère;
- un renforcement de l'appui des cellules genre en moyens financiers ;
- une poursuite de la capacitation et du développement des compétences des sectoriels sur les enjeux de genre ;
- un plaidoyer pour une mobilisation des ressources ;
- un dialogue constructif et inclusif afin de poursuivre les efforts des départements ministériels ;
- un plaidoyer fort en direction des élus pour renforcer le cadre législatif et règlementaire pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre ;
- un bilan chiffré en capitalisant l'ensemble des interventions notamment celles des organismes non gouvernementaux, des collectivités locales et des partenaires techniques et financiers ;
- identifier des secteurs productifs qui concentrent le maximum de femmes et promouvoir leur valorisation ;
- faire de la prise en compte du genre une condition lors de la signature des conventions et accords de financement des projets/programmes, à l'image de l'environnement.

***En définitive, la prise en compte du genre dans nos activités quotidiennes, est l'affaire de tous : chacun y participe, chacun, y gagne !***

